

PORTUGAL :

interview de A. Labrousse

APRES LES ELECTIONS

voir p. 11

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

**VENDREDI 30 AVRIL
DIMANCHE 2 MAI 1976**

N° 174

1,50 F

Belgique 15 F

Commission paritaire n° 56 942

CHINE

**Renforcement de la
dictature du
prolétariat**

**LA RÉVOLUTION
DANS**

L'ENSEIGNEMENT

voir p. 10

UNE SEULE ISSUE LA REVOLUTION

D'un premier mai à l'autre, le prolétariat révolutionnaire passe ses forces en revue dans le monde entier.

La victoire éclatante des peuples d'Indochine, la libération des anciennes colonies portugaises, et le nouvel essor des luttes en Afrique, le soulèvement en Palestine occupée et, tout près de nous, les vagues successives qui montent à l'assaut du fascisme en Espagne : autant d'encouragements à faire la révolution, autant de signes que, dans un monde en plein bouleversement, les forces de la révolution se développent.

La classe ouvrière et le peuple chinois, en remportant une nouvelle victoire dans le renforcement de la dictature du prolétariat renforcent notre confiance dans le socialisme, notre détermination à lutter jusqu'au bout pour le communisme.

En France même, la bourgeoisie encore au pouvoir n'a cessé d'accuser sa faiblesse : de moins en moins en mesure d'échapper à l'emprise de l'impérialisme américain, et résistant mal aux pressions du social-impérialisme soviétique, incertain quant au maintien de sa sphère d'influence impérialiste, elle su-

bit de plein fouet la crise économique la plus grave qu'ait connue le monde capitaliste depuis la guerre. Elle n'a d'autre projet que de tenter de faire peser tout le poids de sa crise sur les travailleurs.

Dans ces conditions, la politique de réformes qui prétendait restaurer un consensus social, un certain mode de collaboration de classe a perdu, très rapidement l'impact qu'elle avait pu avoir. Pour continuer à gouverner, et c'est un signe de sa faiblesse, la bourgeoisie au pouvoir compte de plus en plus sur l'instauration d'un ordre libéral-policié, à mi-chemin de la social-démocratie aux relents de nazisme de la RFA, et du fascisme à visage libéral de Juan Carlos : contrôle policier, répression systématique des leaders ouvriers, lois sur la sécurité. Des dizaines de militants syndicalistes et de soldats inculpés et arrêtés sous prétexte de complot contre l'armée, deux paysans tués lors de manifestations, l'attaque systématique des CRS contre les grévistes, les usines occupées : telle est l'orientation actuelle de «la démocratie paisible et réfléchie» selon Giscard.

suite p. 12

**Plus de 100 000 manifestants à
Montpellier**

LIBÉREZ TEISSEYRE



Il est 17 H lorsque l'immense cortège commence à se former vers l'Esplanade. En tête, une grande banderole : «Travailler et vivre au pays !». Puis, les banderoles des organisations : celles des CAV, celles de la CGT, de

la CFDT, du Cid-Unati, des étudiants, etc...

«Violom pa creba !» («On ne veut pas crever !»). Ce mot d'ordre en occitan, entendu dans le cortège, évoque bien la situation : le problème des

viticulteurs est aussi le problème de toute une région. Les orateurs des organisations se sont succédés avant le départ de la manifestation, l'ont rappelé.

suite p. 3

**Bourgogne-
Electronique
TIRER
LES LEÇONS
DE LA GRÈVE**

voir p. 5

**Explosion dans
une usine
à Gennevilliers :
26 BLESSÉS**

voir p. 12

**Vietnam,
il y a un an,
LA LIBERATION**



voir p. 9

- 1^{er} Mai : unité des prolétaires fête des opprimés p. 2
- FPA : «nous sommes partie intégrante du mouvement ouvrier» p. 4
- Message de l'Union Générale des Travailleurs Palestiniens à la classe ouvrière de France p. 6
- Espagne : les masses se mobilisent pour le 1^{er} Mai p. 7
- Etudiants : Censier : et maintenant ? p. 12
- Sonacotra : unifier les luttes p. 13
- Fête de «Rebelles» p. 14
- Vive la dictature du prolétariat ! Vive la France socialiste p. 16

LE PREMIER MAI

UNITE DES PROLETAIRES
ET FETE DES OPPRIMES

Le 1^{er} mai : une des plus belles traditions internationalistes du prolétariat mondial : aujourd'hui dans la rue, en France et à l'étranger, les travailleurs célèbrent le 1^{er} mai, pour affirmer le combat de classe contre la bourgeoisie, pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

UNE FETE INTERNATIONALE
DES PROLETAIRES

1889, Paris : les délégués ouvriers et socialistes de vingt-trois pays se retrouvent, à l'initiative des guesdistes et des blanquistes, salle Pétrelle, pour un Congrès socialiste international.

C'est le premier Congrès de ce genre depuis l'écrasement de la Commune et la fin de la Première Internationale.

Le prolétariat français se souvient des meilleurs des siens, morts en mai 1871, dans le combat de classe pour l'instauration de la première dictature du prolétariat. La bourgeoisie française avait alors pactisé avec l'occupant prussien pour assassiner les Communards. Dans le conflit entre la défense de l'indépendance du pays et son intérêt de classe, la bourgeoisie n'avait pas hésité : elle avait choisi la collaboration active avec l'occupant étranger.

Mais en 1889, ces mêmes intérêts de classe commandent à la bourgeoisie de prôner la «communauté nationale réconciliée», c'est-à-dire la col-

laboration de classe.

Pour ce faire, elle choisit de fêter le 14 juillet 1889 : cette même bourgeoisie qui, dix-huit ans auparavant s'acharnait sur les cadavres des Communards, entend célébrer avec faste le centenaire de la prise de la Bastille, confisquant ainsi les luttes populaires sous la Révolution Française.

Le même jour, les délégués ouvriers de la salle Pétrelle entendent, quant à eux, affirmer l'union des prolétaires de tous les pays. Dressant le bilan enthousiaste des progrès accomplis dans leurs pays par la classe ouvrière, tant dans son organisation en parti que dans sa lutte contre le Capital, ils décident de l'organisation d'une Journée Internationale des Travailleurs. «Vous êtes tous des frères et n'avez qu'un seul ennemi, le capital privé, qu'il soit prussien, anglais ou chinois», déclare le socialiste français Lafargue. La date du 1^{er} mai semble bien répondre à ce symbole de solidarité.

tait pas moins de 80 000 dans la seule ville de Chicago. De grandes démonstrations de masses y eurent lieu, et la bourgeoisie décidait alors de briser le mouvement : d'abord en faisant appel aux «scabs», les briseurs de grève ; ensuite en recourant à une sanglante provocation. Alors que des milliers de travailleurs sont rassemblés, le 4 mai, au square de Haymarket, une bombe est lancée par des policiers dans leurs propres rangs, afin de permettre ensuite aux forces de répression de dégager le square en tirant sans sommation. Outre les nombreux morts de cette journée, la bourgeoisie assassina par pendaison cinq militants ouvriers qui avaient animé la grève. Ce seront les *Martyrs de Chicago* : Parsons, Fischer, Engel, Spies et Lingg.

Pour commémorer leur souvenir, une grève générale nationale aura lieu aux USA le 1^{er} mai 1887 et elle permettra l'obtention de la journée de huit heures.

C'est donc le 1^{er} mai qui est retenu par les Congres-



La Butte Rouge, le 1^{er} mai 1911.

sistes de la Salle Pétrelle pour l'organisation de la Fête Internationale du Travail «de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, les travailleurs mettent le même jour les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement la journée de travail à huit heures».

En 1890, les travailleurs répondirent à l'appel des socialistes et le 1^{er} mai, ils cessaient le travail pour manifester. Engels écrivait alors : «Le spectacle de cette journée montrera aux capitalistes et aux propriétaires fonciers de tous les pays que les prolétaires de tous les pays sont effectivement unis».

de travail, donne mandat à la CGT d'organiser une action intense et grandissante à effet que le 1^{er} mai 1906 les travailleurs cessent eux-mêmes de travailler plus de huit heures par jour». La CGT se lance alors dans une gigantesque campagne de propagande par vignettes, chansons et affiches.

Pourtant cette journée, qui aurait pu être la plus belle victoire d'ensemble du mouvement ouvrier français, ne sera pas à la hauteur des espoirs du prolétariat. Le prix à payer sera celui de l'inconséquence des pratiques anarcho-syndicalistes, dominantes alors dans la CGT.

Il y eut un manque évident de préparation politique et organisationnelle

du combat. Des manifestations auront lieu dans toutes les villes, mais à Paris, les ouvriers ne pourront affronter les 60 000 hommes de troupe qui occupent militairement la ville. Dans les semaines qui suivront le 1^{er} mai, des grèves éclateront dans plusieurs villes et elles permettront l'obtention sectorielle des huit heures soit 56 H par semaine (voire même la semaine anglaise de 54 heures pour les travailleurs de la Métallurgie et de la Mécanique de la Région Parisienne) ; mais la majorité des prolétaires continueront à travailler plus de huit heures par jour. La victoire d'ensemble n'avait pas eu lieu, même si, en juillet, était votée la loi rendant obligatoire le repos hebdomadaire.

UNE LUTTE POUR LES TROIS HUIT

Mais le 1^{er} mai fut souvent une fête endeuillée par les morts au combat de la classe ouvrière. Le 1^{er} mai 1891, à Fourmies, petite ville de Thiérache (Nord), subissant fortement la crise du textile, les forces de répression tireront sans sommation sur les manifestants, assassinant neuf ouvriers du textile parmi lesquels deux enfants de onze et quinze ans, et quatre jeunes femmes de dix-sept à vingt-et-un ans.

Dans tout le pays, les ouvriers engagent alors une solidarité active avec «ceux de Fourmies», leur permettant ainsi d'obtenir une augmentation de salaire et la réintégration des ouvriers licenciés.

Dans la mémoire des prolétaires, ceux de Fourmies ont rejoint ceux de Chicago, tous morts pour que «les prolétaires vivent libres». Et chaque année, dès lors, en France, la lutte sera engagée pour les huit heures : en 1902, les dockers arracheront cette mesure, les ouvriers agricoles de l'Aude feront de même en 1905, ainsi que les mineurs.

La journée de huit heures était en effet symbole

d'émancipation et de désaliénation : «huit heures de travail, huit heures de sommeil et huit heures de loisirs !». En réduisant à huit heures la journée de travail, on emploiera plus de monde pour le même travail, donc le chômage sera réduit d'autant. Et la journée de travail restant payée au même prix, ce sera donc le salaire horaire qui se trouvera, par là même augmenté relativement. Et puis, les huit heures, c'est aussi les huit heures de loisirs, de repos, de vie familiale et de vie syndicale, toutes deux détruites par le capitalisme.

Le patronat est conscient de ces enjeux ; aussi se refuse-t-il à accorder légalement cette revendication, comme le voudraient les socialistes. Et si certains travailleurs l'ont obtenue, c'est à la suite d'une longue et dure lutte, dans un pays où, aux termes de la loi de 1848, on travaille encore douze heures par jour. En septembre 1904, le Congrès de Bourges de la CGT «considérant que les travailleurs ne peuvent compter que sur leur action propre pour améliorer leurs conditions

UN PREMIER MAI REVOLUTIONNAIRE

Cette lutte pour les huit heures sera reprise au lendemain de la guerre, le 1^{er} mai 1919. Mais dès lors, une importante transformation qualitative s'est opérée (voir sur ce point, l'article «20 décembre 1920 : le PCF est créé», QdP du 31.12.75, n° 72) : au mot d'ordre de la CGT sur les huit heures, se mêlent d'autres mots d'ordre, de solidarité avec les Soviets. Cette journée du 1^{er} mai et les grèves qui lui feront suite, seront toutes sabotées par la direction réformiste de la CGT qui avait appelé à «l'union sacrée» avec la bourgeoisie française pour la boucherie de 14-18. Il en ira de même pour les luttes du 1^{er} mai 1920. Mais cette trahison des socialistes réformistes permet alors la rupture politique et syndicale entre la voie de la collaboration de classe et la voie de la lutte révolutionnaire pour la dictature du prolétariat.

A la fin de 1920, les aspirations révolutionnaires des masses se cristalliseront dans le PCF,

puis dans la CGTU, marquant ainsi la première grande rupture de masse avec les pratiques réformistes et anarcho-syndicalistes, même si ces pratiques subsistent encore par la suite au sein du PC et de la CGTU.

La tradition internationaliste du 1^{er} mai ne s'est jamais perdue, quel que soit l'état de la lutte des classes, quelles que soient les difficultés de la lutte. Ainsi, face à l'ennemi fasciste et à la bourgeoisie française, qui l'appuie, les mineurs du Nord et de Lorraine pavoisaient les corons de drapeaux rouges, le 1^{er} mai 1941. Signe annonciateur des grandes grèves de juin 1941.

En nous appuyant sur ces traditions de luttes, nous faisons du 1^{er} mai la célébration des combats passés et présents, et des luttes à venir pour la victoire de la Révolution. Celle que Lénine appelait : «La grande fête des opprimés».

Camille NOEL



Le 1^{er} mai, aux Etats Unis, était, traditionnellement, le jour du renouvellement des loyers et des baux. Aussi les organisations ouvrières américaines décidèrent-elles de déclencher le 1^{er} mai 1886 la première grève générale à l'échelon national, pour obtenir la journée de huit

heures. Cette lutte devait trouver son expression la plus consciente dans la ville qui, à cette époque, du fait de la concentration prolétarienne, était à l'avant-garde du mouvement ouvrier américain : Chicago. Le 1^{er} mai 1886, sur les 190 000 travailleurs en grève aux USA, on en comp-

Cliche extrait de l'PCF

PAYSANS EN LUTTE

DANS LE MIDI VITICOLE

UNE MATINÉE
PAS COMME LES AUTRES

Roujan, gros bourg entre Béziers et Pézenas. Jeudi matin, les commerçants n'ont pas ouvert leur boutique. Tant pis pour les imprévoyants qui n'ont pas fait la veille, leurs provisions de nourriture ou de tabac ! Dans les rues, des groupes d'hommes endimanchés discutent.

Dans la plupart des villages, ce jour est vraiment un jour d'arrêt. Dans les vignes, aux alentours, il n'y a personne, et pourtant il fait beau, et le travail ne manque pas dans les vignes en cette période de l'année.

A Montpellier, les feux de signalisation ne fonctionnent pas. Des coupures d'électricité plongent les magasins restés ouverts, dans l'obscurité. Les travailleurs de l'EDF ont

donc suivi les consignes de grève des directions syndicales.

Des viticulteurs arrivés tôt en ville, font la tournée des commerçants qui n'ont pas fermé leurs boutiques. Ils tentent en discutant avec eux de les persuader de baisser leurs rideaux.

Des débats s'engagent, parfois assez vifs. Un commerçant : « Il y a deux ans, quand nous avons fait notre marche, vous, les

viticulteurs, vous n'êtes pas venus nous soutenir ». En ville, la solidarité avec les viticulteurs ne va pas de soi. Elle n'est pas facile. Cependant, les marchés en plein air, les Halles de quartier, lieux habituels d'animation, sont vides et déserts.

ont droit à une large part l'armée, le négoce, les promoteurs, et les centrales nucléaires. Pour les travailleurs des vignes, il ne reste que des miettes.

Cependant, cette animation du matin n'a pas attiré de grosses foules. La masse des viticulteurs



Sur l'esplanade et la place de la Comédie, une animation générale, avec chanteurs occitans et théâtre, est prévu à 10 heures. Le théâtre « à emporter » de Béziers, présente un sketch sur le partage de l'Occitanie :

n'est pas encore là et l'affluence n'est pas très importante autour des nombreux stands syndicaux ou des stands des mouvements occitans. Les badges syndicaux multicolores fleurissent. Ceux de la CFDT rivalisent

PLUS DE 100.000 MANIFESTANTS
A MONTPELLIER

LIBÉREZ TEISSEYRE

suite de la une

« Une région de traités, un réservoir d'OS, une région pourvoyeuse de casernes de CRS, une réserve d'indiens avec danses folkloriques amusantes, voilà l'avenir de la région qu'on veut nous faire », déclare la CFDT. Les « réformes » gouvernementales sont tournées en dérision : « la revalorisation du travail manuel dans la région, dit un responsable CGT, risque de devenir une décoration à titre posthume ». Le chiffre de 10 000 emplois supprimés en deux ans est avancé. Réflétant le refus populaire de la logique capitaliste, Teyssier, un des responsables du CRAV, s'est écrié : « Rien ni personne ne peut abattre un peuple uni qui se lève pour travailler et vivre au pays ! »

« Libérez Teisseyre ! », « Teisseyre dehors ! Ramel dedans ! ». Dès le début de la manifestation, les mots d'ordre exigeant la libération du viticulteur incarcéré depuis le 4 mars dernier, sont les plus repris, il en sera ainsi jusqu'à ce que le cortège se disloque. Les manifestants qui dénoncent la répression, crient leur haine du

négoce, de Ramel et des autres : « Les négociants au poteau ! » est très souvent scandé.

Les viticulteurs avec qui nous discutons à la fin de la manifestation, sont satisfaits de cette journée, par l'ampleur qu'elle a prise, dans la mesure où il y avait beaucoup de monde, beaucoup plus qu'au cours des rassemblements précédents. « Ce rassemblement, c'est juste, il fallait le faire, mais, disent-ils, ce n'est pas ça qui suffira à faire libérer Teisseyre, à imposer ce que nous voulons ». Des dirigeants viticoles nous ont dit : « c'est une journée de test entre organisations ». Plusieurs d'entre eux s'étaient opposés à des responsables CGT qui, dès 15 H scandaient autour du podium : « Union, action, programme commun », en leur disant : « On n'est pas venu ici pour demander le programme commun ! »

Les viticulteurs estiment que d'autres formes d'action que celle d'aujourd'hui sont nécessaires, et vont avoir lieu.

Reportage R. RIVIÈRE
et J.-C. D.

LES OUVRIERS
AGRICOLAS IMMIGRÉS...

On pouvait voir parmi les stands et les banderoles, plusieurs mots d'ordre exprimant la présence des travailleurs immigrés à l'animation du matin sur l'Esplanade (Montpellier) : « Unité Français-Immigrés ! », « Libertés syndicales pour les travailleurs immigrés ! », à côté des banderoles CGT et CFDT : « Liberté syndicale ! »

« Pour nous, la lutte syndicale est plus difficile, les travailleurs français, eux, ne risquent pas l'expulsion, seule l'unité peut empêcher que des copains soient frappés », nous dit un travailleur immigré reprenant les exemples de la commission anti-raciste de Montpellier, diffusés dans un tract, « 24 mars 1976 : 4 ouvriers agricoles marocains sont interpellés et interrogés sur leurs activités syndicales et, parce qu'ils sont militants CFDT, ces ouvriers sont expulsés immédiatement en direction du Maroc. 8 avril 1976 : les ouvriers agricoles marocains, employés sur de grosses exploitations viticoles de l'Hérault, voient leur carte syndicale déchirée par les gendarmes d'Agde et sont menacés d'expulsion s'ils restent syndiqués ». « Une fois de plus, les droits syndicaux des travailleurs immigrés sont bafoués ! » conclut le tract.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

UNITE POPULAIRE POUR QUE VIVE LE PAYS

La journée « région morte » a vu toutes les couches du peuple du Midi viticole manifester autour de cette exigence : le Languedoc-Roussillon ne doit pas devenir un désert économique voué aux grands domaines viticoles aux mains des négociants, et sur son littoral, un gigantesque « bronze-cul » envahi par les touristes trois mois dans l'année, et mort le reste du temps.

Cela fait un peu plus d'un siècle que le Languedoc-Roussillon est voué presque exclusivement à la monoculture de la vigne. Alors que la plupart des autres régions s'industrialisaient selon des rythmes inégaux, cette région fermait ses usines et investissait tout dans la vigne. Ce qui présidait à ce choix, ce n'était pas la

volonté d'un développement harmonieux de la région, la recherche d'un équilibre économique et la satisfaction des besoins de son peuple, mais la loi du profit. Pour les capitalistes, de même qu'ailleurs il était plus rentable d'investir dans l'industrialisation, dans le Midi, le plus rentable c'était le vin.

RUINE DES PETITS
VITICULTEURS

Les paysans du Midi furent donc encouragés à planter la vigne exclusivement. Les autres cultures furent délaissées et la bourgeoisie locale faisant fortune à partir du négoce du vin, ne porta pas ses investissements dans l'industrie.

Aujourd'hui, le vin représente 70 % de la production agricole finale et 18 % de la population active travaille dans l'agriculture contre 17 % dans l'industrie. Mais avec le Marché Commun et l'augmentation des rendements qui a provoqué la surproduction du vin, la

bourgeoisie ruine les petits viticulteurs et vide le Midi viticole de ses habitants. En 1975, le revenu moyen des viticulteurs a baissé de 20 %, en réalité certains viticulteurs n'ont pratiquement rien vendu en 75, en dehors d'une partie de leur récolte, vendue à bas prix à la distillation.

Aujourd'hui, nombre de petits viticulteurs sont en même temps ouvriers, petits commerçants ou artisans, comme Albert Teisseyre, le viticulteur emprisonné qui tient une pompe à essence. Mais ces milliers de travailleurs qui arrivent difficilement à subsister sont menacés aujourd'hui de ruine et condamnés à quitter le pays comme tous ces

jeunes qui vont faire postier à Paris ou dans les grandes villes, car il n'y a pas d'emplois sur place, pas d'industrie. Le retard industriel pris il y a un siècle n'a jamais été comblé. Le taux de chômage officiel est le plus élevé de France : 8,8 % de la population. Dans la réalité, il est bien plus élevé, il ne tient pas compte du nombre de femmes de viticulteurs, sans emploi une grande partie de l'année.

LE REFUS DE L'EXODE
ET DU CHÔMAGE

Comme d'autres régions, la Bretagne ou la Corse par exemple, le Languedoc-Roussillon est condamné par le pouvoir

bourgeois à devenir un désert, alors qu'ailleurs, la région parisienne en particulier, les industries sont surconcentrées. Ses habitants constituent un réservoir de main d'œuvre disponible pour les grandes concentrations industrielles.

Concentration monstrueuse à un pôle, vide à un autre pôle, c'est ainsi que le capitalisme aménage le territoire, niant dans ce processus les traditions populaires des régions, leur histoire et leur passé de lutte. C'est ce que, massivement, les travailleurs de ces régions, du Languedoc à la Bretagne, refusent.

S. LIVET

LUTTES OUVRIERES

LES GRIFFET VEULENT UN 1^{er} MAI UNITAIRE ET POPULAIRE !

Depuis le 26 avril, tous les travailleurs n'ont plus droit aux indemnités d'attente à 90 %. Ils sont toujours dans l'attente de la confirmation définitive du démarrage des «stages de formation» à l'intérieur de l'entreprise : d'après les promesses du préfet, tout devait être réglé à la fin du mois ! Lundi 26, une délégation des «Griffet» a rencontré le maire Gaston Deferre qui leur a déclaré qu'une solution était en cours d'étude, sous l'impulsion de son ami giscardien Génoyer.

Ayant appris par le «Provençal», que Gaston Deferre au nom du Conseil régional, s'engageait à acheter les acquis immobiliers sous couvert d'une «société d'économie mixte», les «Griffet» ont décidé d'aller lui demander des comptes ! Après avoir, à plusieurs reprises, tenté d'obtenir une entrevue sans succès, (M^r le maire étant très occupé entre autre par les essais du bateau d'Alain Colas), ils ont décidé de lui forcer un peu la main. Vendredi 23, les «Griffet» ont choisi d'inaugurer à leur façon, le bateau «le Club Méditerranée» d'Alain Colas. Dans un tract distribué aux alentours du bateau, en face de la mairie, ils posent clairement le problème : «Il faut choisir entre 400 chômeurs et un bateau». La réaction du maire ne se fait pas attendre : malgré son dépit, une entrevue est accordée pour le lundi 26. Lors de cette entrevue, c'est en véritable patron qu'il s'est comporté, méprisant la volonté de lutte des travailleurs, cherchant à se faire passer pour la seule chance de salut pour les «Griffet».

«IL Y A UN COMMENCEMENT À TOUT !»

Samedi 24 à 8 h 45, au téléphone de Griffet, un homme apparemment très en colère : «Allo, c'est l'inter-syndicale ? Ici, c'est Deferre. Vous m'avez soigné dans votre tract ! Je suis un homme politique et je n'ai pas l'habitude de recevoir des coups de pieds au cul. Vous avez déconné, avec tout ce que j'ai fait pour vous... Génoyer est dans le coup, il a pris des contacts, il serait prêt à vous reprendre». A la suite de ça, il a fallu réinsister trois fois pour que Gaston leur donne rendez-vous le lundi suivant !

Pour les «Griffet», le plus important aujourd'hui, c'est de préparer sérieusement le 1^{er} Mai et l'organisation de la fête populaire à l'usine pour samedi et dimanche.

«Dans la manifestation, nous voulons la première place, c'est ça qui donnerait tout son sens à la manifestation», telle est l'opinion quasi-unanime des ouvriers. Oui, mais tel n'est pas l'avis de l'UD-CGT, qui cherche à isoler

la lutte. Alors, que faire ? Finalement, ce qui a été décidé, c'est : «On se met devant la CFDT et on laisse un écart avec la CGT», c'est l'Assemblée Générale qui en a ainsi décidé. Ceci prouve, une fois de plus, la volonté unitaire des travailleurs CGT et CFDT contre les querelles de chapelle des dirigeants confédéraux !

Dans l'atelier du boulevard Gay-Lussac, on s'active pour préparer la fête populaire. Les «Lip» ont promis de venir, les ouvriers de «Caron-Ozanne» ont préparé un article dans leur journal «Quest-licenciements». Les comités de chômeurs, le comité de lutte contre le chômage, les groupes femmes, les paysans du Mivoc (avec 4 hectolitres de vin), les lycéens, étudiants, collégiens des CET, les travailleurs des foyers Sonacotra et bien d'autres, préparent leurs stands !

Comment réagir face à la tactique de pourrissement suivie par la bourgeoisie ? Comment renforcer l'unité dans l'usine, alors que de divers côtés, on favorise la division et la recherche de «solutions individuelles» ? Quel rôle devront jouer les «Griffet» dans la construction du mouvement d'ensemble auquel aspire un nombre de plus en plus grand de travailleurs ? Venez tous chez les «Griffet» les 1^{er} et 2 Mai pour débattre de ces problèmes et apporter un soutien résolu à leur lutte !

Griffet, 284 Bd Gay-Lussac
Marseille
Correspondant Marseille

Postiers, ouvriers et chômeurs... unis pour le 1^{er} Mai :

Une Assemblée des postiers d'Austerlitz doit décider que c'est en cortège unitaire CGT-CFDT depuis le centre de tri, que les travailleurs des PTT, regroupant sur leur passage les chômeurs des comités des 13^e et 14^e arrondissements et des militants des Unions Locales, rejoindront la manifestation syndicale de l'après-midi.

Corresp. PTT Austerlitz

Stagiaires F.P.A. : «NOUS SOMMES PARTIE INTÉGRANTE DU MOUVEMENT OUVRIER»

La lutte des «travailleurs en formation» des Centres FPA a franchi un pas décisif, avec la Coordination Nationale tenue la semaine dernière (24/4). Des forces se sont regroupées et ont commencé à s'unifier pour passer un cap supérieur. Le mouvement important des stagiaires y trouve sa première conclusion ; et les contradictions du débat ont mis en évidence les conditions de notre lutte.

Ce qui apparaît d'abord, ce sont les formes originales de l'action : la popularisation, qui a un poids d'autant plus important que la bourgeoisie présente la FPA comme «une solution au chômage» ; les interventions «surprises» comme les séquestrations, l'occupation des locaux et (du fait des conditions de vie : l'internat) des actions qui regroupent la majorité des stagiaires, après des débats importants... Enfin, alors qu'il est possible d'obtenir satisfaction sur des points concernant l'hébergement, la cantine, l'expression syndicale et politique, en fonction du

rapport de force local ; seule une lutte d'ensemble peut permettre de faire reculer la bourgeoisie sur les revendications nationales : 2000F minimum, l'assurance de l'embauche en sortant du stage, la reconnaissance de la qualification, le respect des droits syndicaux, la suppression des mesures de notations et de chronométrage du travail !

NOS TACHES
AUJOURD'HUI

Elles se définissent prin-

Un cortège unitaire des stagiaires FPA le 1^{er} Mai !

Le Bureau National (provisoire) de la «Coordination des Stagiaires de FPA en lutte» a décidé, à sa réunion du 27/4/76, qu'en raison du pas décisif que constitue la tenue de la première coordination nationale FPA (du 24 avril) à Meaux (qui est un acquis de plus au mouvement ouvrier), nous participerons à la manifestation du 1^{er} mai, sous une banderole «Collectif National FPA - CGT-CFDT-Non Syndiqués». Ceci malgré les oppositions qui visaient à ce que chacun manifeste dans son coin et gommeaient par là l'importance de notre victoire !

cipalement par rapport aux garanties que la lutte restera entre nos mains, tout en élargissant la syndicalisation !

Il est aujourd'hui impensable de mener la lutte sans rallier la majorité des stagiaires (souvent hésitants en raison de la répression, de l'interdiction officielle de

l'organisation syndicale dans les Centres), sans mener le débat politique (la FPA, le chômage et la politique de crise du pouvoir ; le Programme Commun et la «formation» professionnelle : une question de crédits ou de conception de la société, de notre rôle ?)... Il s'agit aussi de réaliser une enquête sur les problèmes spécifiques de mobilisation, sur les idées avec lesquelles les gars viennent en stage, et aussi qui vient ?

Notre but est clair : développer un mouvement d'ensemble, à l'échelle de la FPA, en engageant une lutte commune des 35 centres déjà rassemblés (s'élargissant rapidement à tous les autres centres, sur la base de l'écho attendu de notre action envisagée fin mai...). Construire ce rapport de force sur des bases de classe, tel est l'enjeu aujourd'hui !

Corr. Meaux



BÉGHIN SAY :

Les familles ouvrières unies autour de la lutte !

«22 assignations en référé pour avoir piétiné la pelouse de M^r Béghin»

A l'entrée de l'usine Béghin, des policiers en faction ont maintenant remplacé les panneaux «usine occupée». Non loin de la grande porte, un car de flics est là également «pour protéger la liberté du travail» des cadres et agents de maîtrise. Par terre, tout autour de l'usine, on trouve piétinés des tracts diffamatoires qui attaquent

les dirigeants de la grève, mettent en cause leur vie personnelle et leurs revenus.

Les grévistes eux, ne sont pas loin : dans la cantine autour du local syndical, ils discutent... Beaucoup de femmes sont venues soutenir leur mari en grève. Quand on interroge les grévistes sur leur moral, ils nous les désignent : «Allez demander aux femmes qui sont là, elles vous le diront mieux que nous» !

Les femmes de grévistes sont nombreuses à Béghin depuis un peu plus d'une semaine : «La semaine dernière, on a piqué avec les gosses et mon mari sur la pelouse de l'usine, il paraît qu'on a abîmé le gazon de M^r Béghin, c'est pour cela qu'il y a assignation en référé !» Comment voient-elles la grève ? «Ça va beaucoup mieux depuis que nous sommes là. Nos maris se sentent moins isolés ; ce n'est pas facile pour nous, on a notre travail, nos enfants, mais il nous faut tenir avec eux !»

Qu'on piétine sa pelouse, Béghin n'a pas apprécié, et

encore moins que les grévistes empêchent le carton de sortir.

La police qui interdit maintenant l'entrée de l'usine a eu, elle, la désagréable surprise de voir l'autoroute de Lille bloquée toute la journée de mardi : «on a fait tant de bruit mardi que le préfet ne veut plus qu'on s'en aille des abords de l'usine. Mercredi quand on a voulu recommencer à Arras, les CRS et le commissaire nous attendaient, ils relevaient le numéro des voitures et nous ont fait disperser.

Recommencer les blocages de route, les grévistes hésitent : «Cela fait parler de nous mais rester près de l'usine c'est plus utile ; on peut surveiller la sortie du carton».

Les grévistes attendent les résultats des négociations qui auront lieu aujourd'hui.

«Si cela n'aboutit pas, on continue !» Le premier mai en témoignera avec une fête qui aura lieu avec des ouvriers de Lip, des ouvrières de Cip devant les grilles de l'usine.

Corresp. Lille

AMAURY LÂCHE SES CHIENS... LES OUVRIERS DU «PARISIEN LIBÉRÉ» RIPOSTENT ÉNERGIQUEMENT !

Mardi, vers minuit, à Grigny (Essonne) dix ouvriers de la presse parisienne collaient des affiches en soutien à leurs camarades du «Parisien libéré». Soudain, une camionnette s'arrête et «libère» plusieurs dizaines de nerfs, bardés de chaînes et matraques. Passés à tabac, les colleurs d'affiches se retrouvent au matin à l'hôpital, les membres fracturés. Aussitôt, les travailleurs du Parisien investissent le service informatique où sont traités la comptabilité et les abonnements. Ils en ressortent en emportant les bandes magnétiques de l'ordinateur. Juste riposte à la lâcheté d'Amaury !

L'intercommunal Free Dance Music Orchestra et le chanteur espagnol Carlos Andreu donneront trois concerts au théâtre Mouffetard (rue Mouffetard) le 1^{er} mai à 16 h 30 et le 2 mai à 14 h 30 et à 17 h.

Entrée : 15 F.

LES LUTTES DU 1^{er} MAI

5 semaines de grève à Bourgogne-Electronique (Dijon)

UNE LUTTE RICHE D'ENSEIGNEMENTS - 1 -

Y. CHEVET

Au moment, où la mobilisation des travailleurs est massive contre la politique d'exploitation et de répression de la bourgeoisie, partout en France de multiples luttes se déroulent. Beaucoup parmi elles contiennent le nouveau, reflètent des aspirations révolutionnaires qui pourraient éclore plus largement dans le cadre du mouvement d'ensemble que tous sentent mûrir.

De Bourgogne Electronique à la SNIAS-Déols, de Montceau à Réhault, le but de cette enquête du Quotidien du Peuple à partir du 1^{er} mai est de les porter à la connaissance de nos lecteurs, qui pourront joindre leurs points de vue et leurs réactions à cette nouvelle série sur les luttes aujourd'hui.

Mardi 20 avril, les 1200 ouvriers et ouvrières (en majorité) décidaient en AG de reprendre le travail, après avoir obtenu la moitié des 400 francs qu'ils avaient demandés 5 semaines auparavant le 15 mars quand ils s'étaient mis en grève.

Compte tenu de la politique d'intransigeance de la bourgeoisie, du trust Thomson en particulier, ce résultat était une nette victoire que les travailleurs ont appréciée comme telle puisque la reprise a été votée à l'unanimité.

Mais la plus grosse victoire n'était pas tant le résultat revendicatif que l'expérience vécue par les ouvrières dans ce conflit. Le mot d'ordre «on n'a pas de pognon mais on a des convictions» reflétait ce sentiment d'avoir mené l'action elles-mêmes, de bout en bout et dans la solidarité avec les camarades de travail.

La direction ne s'y est pas trompée, qui dès qu'elle a pu réoccuper l'usine, s'est hâtée de monter au mât de l'usine le drapeau tricolore, geste dérisoire, alors que pendant ce conflit, le drapeau rouge n'avait pas été hissé... En fait, le drapeau rouge des ouvrières de Bourgogne Electronique, c'était leur propre maîtrise sur la lutte.

Elle ne s'y est pas trompée, elle qui vient de

signifier près de 20 licenciements, dont tous les délégués CFDT et une partie du comité de grève... Mais pourquoi, cette grève qui pourrait ressembler à tellement d'autres suscite-t-elle autant de haine et de rage. Au point que la direction annoncera dès la reprise à qui veut l'entendre «que dans une semaine, il y aura 20 gauchistes de moins dans l'usine» (nous paierons le prix qu'il faut pour vider les délégués).

mobilisation des ouvrières et vigilante par rapport au PC et au PS. Ce sont les ouvrières qui décident la grève avec occupation, tirant les leçons de la grève de 1973. Comme le dira un syndicaliste «les travailleurs nous l'avaient assez reproché de ne pas avoir occupé en 1973». Mais cette fois, c'est fait, air et électricité sont coupés à 7 h 30. La grève avec occupation est votée, et prend effet aussitôt. Même l'atelier de Fiet, celui de l'enrichissement des tâches, celui où ce contre-maitre avait choisi lui-même ses ouvrières, y faisant régner la peur et la

UNE GRÈVE QUI TIENT A COEUR AUX OUVRIÈRES

Dès la grève déclenchée, la direction fait arrêter le système de ramassage des cars, espérant limiter le nombre de celles qui occupent. Il compte aussi sur la situation particulière des femmes : charges des gosses, nécessité de s'occuper du ménage, réticence des maris... Ces obstacles, les



division, débraye. Les femmes expliqueront ensuite à leurs camarades, comment l'enrichissement des tâches, c'est encore plus l'intensification du travail, la division entre ouvrières et la répression «on n'osait plus sortir quand il y avait des débrayages» diront-elles.

cette ouvrière de partir avec ses affaires chez sa mère, parce que son mari ne veut pas qu'elle fasse grève, et ne consentira à retourner chez elle, qu'après que son mari ait accepté qu'elle fasse grève... D'autres encore viendront occuper en cachette de leur mari, mais les cas, comme cette ouvrière giflée en plein SUMA par son mari parce qu'elle ne rapportait que 580F à cause de la grève, seront l'exception...

Au contraire, femmes ouvrières et leur mari travaillant dans une autre boîte dans la plupart des cas feront bloc contre la direction de Bourgogne Electronique. La cantine, gérée et ouverte par les grévistes, (imposée au PCF qui fera tout pour empêcher de l'ouvrir la première semaine, pour ne pas avoir de compte à rendre à la direction à la reprise...) sera l'occasion aux maris des ouvrières et aux familles de venir voir la grève, de pouvoir manger et discuter avec les grévistes... une grande force s'en dégagera et une partie de la polarisation sera faite par ce biais, dans Dijon...

femmes vont les surmonter : une dira : «Pour l'instant on n'a pas de problèmes avec nos maris, ils comprennent bien qu'avec les salaires qu'on a, on n'ira pas loin». D'autres seront obligées comme

MARI ET FEMME CÔTE A CÔTE DANS LA LUTTE

D'autres ouvriers et ouvrières étaient plus réticents parce qu'en 1968 ou dans les grèves précédentes, la grève inorganisée, oisive avait manqué de tenue... Cela pèsera avec en plus les idées fausses sur les femmes pour les occupations de nuit... mais comme disait une ouvrière «quand on lutte, quand on est tous unis pour le même but, ce n'est pas à cela qu'on pense mais à la lutte» et, de ce fait, il n'y aura pas de problèmes de ce côté dans la lutte... Au contraire,

à la cinquième semaine, au fur et à mesure que la pression des cadres se fera sentir sur la lutte, plus nombreuses seront les ouvrières à s'inscrire pour le piquet de nuit, et avant l'attaque des cadres de nombreuses ouvrières, viendront s'inscrire avec leur mari pour la garde du week-end.

Des relations d'égalité, de soutien mutuel, dans la lutte entre mari et femme, telles qu'elles peuvent se constituer sous un régime socialiste, se mettront en place...

CHRONOLOGIE DE LA GRÈVE

- 15 mars : 7 h 30 - AG : la grève avec occupation est votée.
- 19 mars : L'usine LCC de Seurre obtient 100 F d'augmentation mensuelle, 50 F de prime et 50 % des heures de grève payées. La direction veut isoler LCC-Bourgogne-Electronique.
- 22 mars : Deuxième semaine de grève : Premières négociations, la direction lâche devant les 25 grévistes négociateurs avec les délégués, 3 % soit 45 F. Le PCF fait savoir que c'est le maximum possible qui a été obtenu.
- 28 mars : Premier gala de soutien avec les cheminots, des immigrés des Foyers Sonacotra en grève... des lycéens et des étudiants...
- 29 mars : Troisième semaine de grève. Deuxièmes négociations : 0,5 % sont lâchés. Démarche de la CGT à la CFDT-BE, pour qu'elle vide ses gauchistes (les camarades du PCR).
- 1^{er} avril : Manifestation auto en ville.
- 2 avril : Occupation de la foire de printemps. Des paysans viennent vendre du lait et projeter un montage progressiste sur les luttes paysannes.
- 4 avril : Une attaque fasciste est annulée à cause de la mobilisation de tous les militants anti-fascistes de Dijon qui renforcent l'occupation.
- 6 avril : Le Mistral est bloqué : grand retentissement sur Dijon.
- 8 avril : Quatrième semaine de grève. Manifestation de 400 personnes en soutien à B-E, organisée par les UD qui ont saboté la mobilisation... Le cortège est très combatif. Délégation de B-E au salon des composants à Paris.
- 12 avril : Cinquième semaine de grève. Troisièmes négociations : la direction propose 75 F plus des pourcentages, ce qui fait 200 F au 1^{er} décembre. Des AG où les ouvriers discutent en profondeur ont lieu. Le PCF se tait.
- 14 avril : Deuxième gala de soutien. La direction est contrainte à signer le protocole d'accord, elle ne sort qu'à 4 h 30 du matin.
- 16 avril : Un commando de cadres investit l'usine par surprise. Elle est occupée par les fascistes, la direction et la maîtrise tout le week-end.
- 17 avril : L'AG décide la reprise du travail.
- 20 avril : Débrayage de 900 ouvriers pour une AG, pour déposer un cahier de revendications et exiger la suspension de toute sanction et poursuite.
- 27 avril : Une vingtaine de lettres de licenciements sont distribuées à sept délégués CFDT, deux délégués CGT et à des membres actifs dans la grève.

Discutant de la lutte des ouvrières remarqueront que beaucoup plus aurait pu être fait ne serait-ce que de permettre aux femmes de débattre de ces difficultés au comité de grève plus tôt, afin de prendre des mesures pour résoudre plus rapidement cette contradiction au sein du peuple.

D'autres obstacles seront surmontés comme la

garde des gosses, le mercredi après midi : les pelouses de l'usine, ce sera leur jardin et un mercredi, des animateurs progressistes ayant proposé leur services, de nombreuses femmes assisteront à la manière dont on organise les jeux de leurs enfants dans l'enceinte de l'usine, intéressées par ce qu'on leur faisait faire et prêtes à en débattre.

(à suivre)



APPAREMMENT UNE USINE COMME LES AUTRES

Bourgogne Electronique est une usine de 1200 ouvriers et ouvrières, fabriquant des composants céramiques pour l'électronique, travail minutieux, répétitif. Embauche de filles de la région et de la ville de Dijon qui viennent là parce que ça paye plus que d'être sténo-dactylo ou parce qu'il n'y a rien d'autre et qu'il faut prendre ce qu'il y a quand on est mère célibataire pour élever son gosse... A Bourgogne Electronique, ce n'est pas le turn-over comme dans les autres usines d'O.S., car il n'y a pas beaucoup de travail pour les femmes sur Dijon et Hoover licence... Aussi la plupart des ouvrières ont de l'ancienneté... 1 an, 2 ans, 4 ans, 6 ans... et tout cela pour un salaire de 1280, 1400, 1500 francs

quand on fait les postes ancienneté comprise. Par contre, cadres et maîtrise sont rétribués beaucoup plus grassement : 4000F, 5500F. Alors, après avoir supporté le chômage partiel, le chantage à la crise, s'être vu refuser le pont de Noël (refus contourné par les ouvrières qui se mettent à 400 en maladie) quand la nouvelle grille de classification est mise en application, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Les ouvrières décident la grève...

Une AG est réunie à l'initiative des syndicats et en particulier la section CFDT qui a fait un patient travail d'organisation et de mobilisation des ouvrières et a réussi à constituer une équipe syndicaliste révolutionnaire soucieuse de la

INTERNATIONAL

Conférence Nord-Sud : Le Tiers Monde, uni, proteste

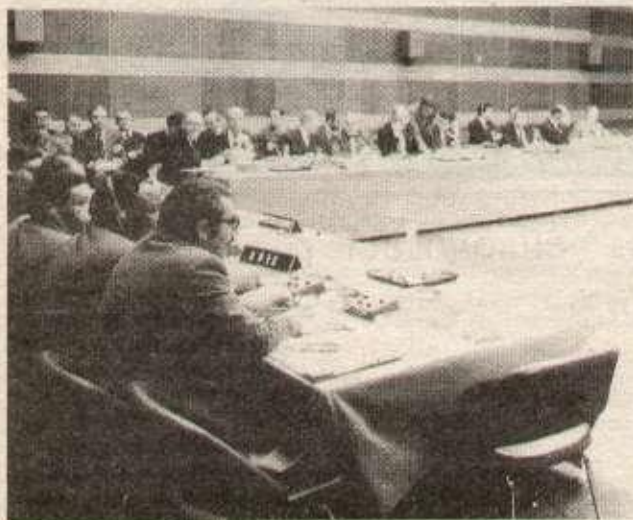
Par la voix de son coprésident à la Conférence sur la Coopération Economique Internationale (dite conférence Nord-Sud), le groupe des dix neuf pays du Tiers-Monde a fait connaître une déclaration.

Au nom du groupe, monsieur Perez Guerrero, ministre vénézuélien des relations extérieures, a notamment déclaré :

«Le groupe des dix neuf

à Paris, indiquent dans leur déclaration qu'il ne faut pas compter les séparer du Tiers-Monde, que son unité politique est toujours intacte contre l'impérialisme.

Monsieur Guerrero a dit également que le groupe des dix neuf «exprime son insatisfaction devant les lenteurs des progrès de la conférence de Paris. Cela est principalement dû au manque de volonté politi-



—partie intégrante du groupe des 77— est guidé et inspiré par la déclaration et le programme d'action de Manille».

Il s'agit de la dernière conférence des pays du Tiers-Monde, au cours de laquelle une série de décisions ont été prises concernant la lutte pour l'établissement d'un nouvel ordre économique international. Les dix neuf pays de ce groupe représentés

que de quelques pays développés...»

Faisant allusion à la prochaine session de la conférence des Nations Unies sur le commerce, l'économie et le développement, (CNUCED) qui doit s'ouvrir le 5 mai, le porte-parole des dix neuf a précisé que «les travaux en cours à Paris ne sauraient empêcher ni retarder l'adoption de décisions à la conférence de Nairobi».

Gromyko en France

PAROLES DE PAIX, VISÉES HÉGÉMONIQUES

Pendant sa visite à Paris, Gromyko a constamment mis en avant la «politique de détente» prônée par l'URSS. Il avait déclaré à son arrivée : «la détente se poursuit et je suis loin de penser aujourd'hui, que cette tendance puisse être le moins du monde affaiblie» ; il a insisté sur les points de convergence entre les deux gouvernements : «Nos efforts communs en faveur de la détente ont constitué le pivot de la coopération franco-soviétique». Il semble avoir trouvé un écho assez favorable chez Sauvagnargues qui a déclaré : «la France, pour sa part, est résolue à poursuivre activement la politique de détente». Par rapport aux difficultés rencontrées sur cette question lors de la visite de Giscard à Moscou en octobre 75, cela marque une nette tendance du gouvernement français à céder aux pressions du social-impérialisme.

Que signifie cette détente dont parle Gromyko et quelle est la réalité de la politique extérieure de l'URSS ? Il y a 20 ans, l'URSS s'est engagée dans un processus qui l'a aujourd'hui complètement fait changer de nature. C'est maintenant un pays où se manifestent les symptômes les plus évidents du capitalisme : faillite de l'agriculture, chômage, misère et répression pour les masses. C'est qu'une nouvelle bourgeoisie y a pris le pouvoir : sous l'étiquette du socialisme, la loi du profit règne. Cette puissance capitaliste n'échappe pas à la loi qui pousse le capitalisme monopoliste à développer une économie et une politique impérialistes à l'extérieur.

C'est ainsi qu'on a vu se développer entre l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est des rapports de domination et d'exploitation comparables à ceux qui

existent entre les USA et l'Amérique du Sud. Le pacte militaire de Varsovie est devenu le moyen d'intervention du social-impérialisme qui a réprimé violemment le peuple tchèque en 1968 et la révolte des ouvriers polonais en 1970.

Mais dans sa course à l'expansion, le social-impérialisme ne s'est pas contenté de l'empire néo-colonial qu'est devenu le Comecon. Depuis plusieurs années, il développe tout un appareil militaire, économique et d'espionnage, semblable à celui des USA pour pénétrer dans toutes les régions du monde. On l'a vu intervenir au Bengale, en Égypte, en Angola, pour provoquer des guerres, diviser les peuples, s'implanter militairement et économiquement. Les relations économiques de l'URSS avec le Tiers Monde sont caractéristi-

ques de l'échange inégal (solde positif de 1,35 milliard de ce commerce)

UNE ÉCONOMIE DE GUERRE

L'économie russe apparaît de plus en plus non seulement comme impérialiste, mais comme une économie de guerre. Ainsi 85 % des investissements industriels vont à la fabrication de moyens de production surtout orientés vers les armements, tandis que 15 % seulement vont à la production de biens de consommation. Depuis dix ans, les effectifs de l'armée sont passés de 3,2 millions à 4 millions.

L'expansionnisme de l'URSS, impérialisme nouveau mais d'autant plus avide et agressif, se manifeste dans toutes les régions du monde. L'Europe de l'Ouest constitue un ensemble où les richesses matérielles et technologiques sont considérables et où l'impérialisme américain a du mal à maintenir sa domination.

A ses frontières, l'URSS maintient une pression militaire considérable avec 500 000 hommes de ses forces terrestres. Sa flotte, navires de guerre, sous-marins, chalutiers-espions, envahit la Méditerranée, l'Atlantique, la Mer du Nord, violant les eaux territoriales de la France, de la Suède, de la Norvège...

Dans ces conditions, les Russes sont bien mal fondés pour parler de détente, et on pourrait se demander pourquoi ils le font ! C'est que les pires impérialistes ont toujours parlé de paix et de sécurité pour obtenir d'autres pays des concessions et désarmer la vigilance des peuples. C'est depuis que cette politique de «détente» a été pratiquée avec Brandt et Kissinger, que les moyens nucléaires et conventionnels du militarisme soviétique se sont développés à un rythme accéléré. Dans les négociations de Vienne, sur la réduction des forces en Europe, l'URSS a proposé des réductions égales à l'Est et à l'Ouest alors qu'elle a déjà acquis des forces supérieures. Ce qu'elle propose c'est le maintien de sa suprématie et non pas le désarmement, la dissolution des blocs militaires.

Préparation de la guerre d'agression, tel est bien le sens de cette politique de «détente» dont Brejnev ne manque pas une occasion de faire l'éloge, et que Gromyko vante auprès des gouvernements européens.

Quelle que soit l'oreille dont notre gouvernement entend ces propositions, notre peuple s'y opposera. Sa lutte pour la Révolution est inséparable de celle contre les menées aussi bien soviétiques qu'américaines contre notre pays.

Jean-Pierre CHAMPAGNY

Union Générale des Travailleurs Palestiniens MESSAGE À LA CLASSE OUVRIÈRE DE FRANCE

PALESTINE TRADE UNIONS
FEDERATION
LIBANON BRANCH
Bourges 11 - A. HADEA (BIS)
44110 - Liban
P.O. Box 191125 - Tel. 372/08



الاتحاد العام لعاملين فلسطينيين
«فدراسيون شغالات»
فدراسيون شغالات - فدراسيون شغالات
فدراسيون شغالات - فدراسيون شغالات
فدراسيون شغالات - فدراسيون شغالات

Salut fraternel et révolutionnaire de vos camarades ouvriers palestiniens, placés au premier front dans la lutte contre le colonialisme, le sionisme et l'impérialisme.

Camarades, nous approuvons votre lutte continuelle contre le capitalisme et l'acaparement et nous promettons de rester à vos côtés car nous croyons que notre lutte est la même, et nous croyons dans l'unité de la classe ouvrière.

Ces jours-ci, nous sommes en train de passer les plus dures épreuves qui résultent des complots de l'impérialisme américain, du sionisme mondial et de la réaction arabe.

Cependant, nous sommes certains de vaincre tous ces complots par nos armes toujours prêtes jusqu'à la libération totale de notre terre, la Palestine, pour y construire un Etat démocratique, non-raciste et non confessionnel, jusqu'au retour

de notre peuple à son pays. Nous prenons l'exemple des peuples qui luttent au Vietnam et au Cambodge. Vive la fraternité entre nos peuples ! Vive l'union de la classe ouvrière ! La honte et la défaite aux ennemis des peuples, les impérialistes, les capitalistes et les sionistes ! Révolution jusqu'à la victoire !

Moussa Gerious,
Représentant des
Relations extérieures
au Liban

● PALESTINE OCCUPÉE : BOMBE A JÉRUSALEM : Les révolutionnaires palestiniens ont déposé une bombe dans le centre de Jérusalem. La bombe a explosé, tuant deux officiers des forces de sécurité et blessant 4 autres personnes, dont deux des forces de sécurité.

PORTUGAL : FAUSSE SORTIE

La «Parti Populaire Démocratique», parti de la droite classique, avait annoncé mercredi sa décision de retirer ses deux ministres du sixième gouvernement provisoire. Hier, il a, sur la demande du premier ministre, Pinheiro de Azevedo, décidé de les laisser continuer à siéger. En réalité, il est clair que la mise sur pied d'un nouveau gouvernement est entièrement suspendue au résultat des élections présidentielles, qui auront lieu en juin. A ce sujet, le PPD a décidé de soutenir la candidature du général Eanes, qui pourrait avoir le soutien du Parti Socialiste.

LIBAN : LA DATE DES ÉLECTIONS CONTESTÉE

La date des élections présidentielles semble être contestée par de nombreuses personnes. Le président de l'assemblée a

décidé, juste après son voyage en Syrie, que les élections se feront le samedi 1^{er} mai. Pour le «Front des partis progressistes» et pour un certain nombre de personnes, dont Eddé, cette précipitation vise à empêcher le candidat Eddé d'être président pour laisser la place à un autre candidat préféré par la Syrie, Elias Sarkis. Celui-ci est soutenu actuellement par les Phalanges et par Chamoun, qui n'est plus candidat. Un certain recul de la droite pro-américaine apparaît cependant dans le soutien qu'elle apporte à Sarkis, alors qu'au début, elle semblait opposée à toutes élections pour remplacer Frangjié.

● L'URSS DEMANDE UN RÈGLEMENT GLOBAL DE LA QUESTION PALESTINIENNE : De nouveau, l'URSS demande la réunion de la conférence de Genève pour le règlement de la question du Proche-Orient. Encore une fois, l'URSS prétend soumettre les pays arabes à sa volonté. Elle propose la création d'un mini-Etat palestinien en Cisjordanie et le maintien de l'Etat sioniste.

أبيك الموحدة الرافق، يا هادي حبيب
تحياتنا القوية ترحبكم من فلسطين، انتم
في الجبهة العامة في القتال ضد الاستعمار والهيمنة والبربرية.
اننا ابناء الزمان نعتبر انكم الدولة ضد الرأسمالية
والاستعمار. ونفهم اننا نحن الى جانبكم لاننا نؤمن ان تضامن واحد
ومشترك انما لنا بوحدة الطبقة العاملة.
اننا اليوم نمر في اشد الظروف تهيبة لتقهر قوت الشر الإمبريالية
والعنصرية والعنصرية العالمية والهيمنة الغربية. لكننا نؤمن باننا سنكون
كافة الممارات بنجاحنا المبررة وانما وقتي نحر كامل تراب وطننا
على طبقه منقلا الديمقراطية الديمقراطية او ديمقراطية ونفقد شعنا
لا وطنية.
دعنا معكم نمارس الشعوب المناهضة في جميعا ولمكونها خير فسر
ورديل
عالمات القضاة بنات
عامة خدمة الطبقة العاملة
الحزب العام للعاملين الفلسطينيين
مؤسسة حق الشعب
مؤسسة حق الشعب
مؤسسة حق الشعب
مؤسسة حق الشعب

INTERNATIONAL

MADRID

INTENSE MOBILISATION POUR LE 1^{er} MAI

Les travailleurs combattifs, les révolutionnaires sont décidés à faire de ce premier mai une journée de lutte exceptionnelle, à la mesure du grand mouvement de masses qui, par vagues successives depuis quatre mois, n'a cessé de se dérouler.

Fraga, ministre de l'intérieur a, par l'intermédiaire de la Radio Nationale, proféré ses menaces :

«Toutes les manifestations et actions sont interdites ; quiconque violera cette interdiction devra s'attendre aux conséquences qui en découlent. Tous les moyens nécessaires au maintien de l'ordre et de la sans lesquels la «convivencia» (vie en commun) est impossible, seront utilisés», a-t-il déclaré en substance... En réalité, ils le sont déjà ! car la répression s'est abattue sur les dirigeants ouvriers pour essayer d'entraver cette préparation.

Face à la position du gouvernement fasciste, certains s'en tiennent à la position conciliatrice et inconséquente qui leur est coutumière ; en tête de ceux-là, le parti révisionniste. Après s'être fait tirer l'oreille pour appeler au soutien de la grève générale de la construction qui a démarré hier, ils centrent maintenant l'essentiel de leurs activités sur les voies légales, alors même que Fraga a déjà donné sa réponse. Depuis plusieurs jours, ils préparent activement un grand goûter à la Casa de Campo (la «Maison de Campagne», un des plus grands parcs de Madrid).

ASSURER LA TENUE D'UN PREMIER MAI DE LUTTE DISENT LES RÉVOLUTIONNAIRES

Si les révolutionnaires ne sont pas hostiles à l'utilisation de ce goûter et de toutes les voies légales qui permettent d'associer les plus larges masses à la mobilisation, cependant, ils ne négligent pas la convocation d'actions et de manifestations dans lesquelles les intérêts du peuple doivent être exprimés avec force, et pour lesquels il n'y a pas d'autorisation à demander. C'est pourquoi les partis révolutionnaires veulent faire de cette journée une nouvelle démonstration de la haine des masses populaires contre la monarchie fasciste.

- A l'initiative de l'ORT et du PTE (marxistes-léninistes), une pétition si-

gnée par mille délégués d'entreprise circule en vue de faire une manifestation à Atocha (Madrid), le 30 à 7 H du soir.

- Une manifestation convoquée par l'ORT, le PTE et le MC se tiendra également ces jours-ci.

- Dans les quartiers : plusieurs manifestations sont convoquées pour le 1^{er} mai après-midi dans différents quartiers de Madrid. On y prévoit des rassemblements et des goûters *«comme celui de Vallecas l'an dernier, qui se termina par l'Internationale et où les gens s'organisèrent en cercles de discussion politique».*

- Fédération des Associations de Voisins : une assemblée a eu lieu ces jours derniers pour coordonner les actions.

- Commissions Ouvrières : outre la grève générale de la Construction décidée par une réunion plénière des Commissions dans la Chimie, une assemblée de 1 500 travailleurs a été convoquée pour préparer le 1^{er} mai. Dans la Métallurgie, la Coordination Provinciale des Commissions Ouvrières a décidé trois jours d'action (28, 29,

30) en solidarité avec la grève de la Construction et pour leurs propres revendications. Dans d'autres branches aussi, des actions se préparent.

Partout les révolutionnaires sont décidés à mener à bien ces actions, qu'elles soient autorisées ou non.

Le discours du premier ministre CONTINUITÉ FASCISTE

Si le Parlement franquiste des Cortès le veut bien, les Espagnols pourront décider en octobre par référendum, d'élire en 1977 une «chambre basse» au suffrage universel. Comme l'a dit un dirigeant de l'opposition, pourtant bien modéré, *«si le référendum est acceptable pour les Cortès, il ne le sera pas pour le pays».*

Rien n'est réglé concernant la question cruciale de la suppression des syndicats fascistes. Le «communisme», le «séparatisme» et le «terrorisme» seront toujours hors la loi. *«La légitimité ne peut être mise en question»*, les grèves sont condamnées, ainsi que ceux qui *«touchent de grosses sommes d'argent»* pour les déclencher ! *«L'ordre»* sera maintenu *«sans rien abdiquer des prérogatives de l'autorité».*

Prononcé à la veille du premier mai, le discours du premier ministre, Arias Navarro, qui annonce ces mesures, ne peut même pas passer pour une tentative de

démobiliser les masses. Tout au plus pour une justification de la répression qui se prépare pour ce jour-là, et qui est déjà engagée par les arrestations «préventives» de nombreux leaders ouvriers.

S'il fallait encore une preuve que le projet Navarro est plus dans la ligne de la fidélité au franquisme que dans celle de l'établissement d'une démocratie bourgeoise, la réaction des partis d'opposition qui préparent cette deuxième solution l'apporterait. Du PCE à la démocratie chrétienne, pas un qui ne le repousse.

Cette «démocratisation», aujourd'hui mise en doute par les mêmes «libéraux» européens qui la vantaient voici quelques mois, subira demain encore un choc qui montrera son creux : lorsque le 1^{er} mai, grand jour de la classe ouvrière, la police trouvera face à ses matraques et à ses balles de caoutchouc les travailleurs déterminés à vaincre.



EN DIRECT DE L'ARGENTINE FASCISTE

Document des Coordinations Ouvrières

PREPARONS LA RESISTANCE !

Les coordinations de travailleurs en lutte, forme d'organisation que la classe ouvrière s'est donnée en Argentine pour faire pièce à la bureaucratie syndicale (CGT) liée à l'appareil d'Etat, continuent d'exister après le coup d'Etat fasciste. Un de leurs documents est parvenu en France, quelques jours après la prise du pouvoir par les généraux.

Une erreur s'étant glissée dans l'ordre de publication des parties du document dans le Quotidien du Peuple d'hier, nous le rétablissons aujourd'hui en publiant la suite du texte.

Après avoir défini la nature du coup d'Etat militaire, (voir notre numéro d'hier : Le coup d'Etat militaire), les coordinations continuent :

ILS ATTAQUENT A FOND LA CLASSE OUVRIERE ET L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS

Ils exigent une plus grande productivité, donc une

plus grande exploitation. Ils suppriment le droit de grève et ils punissent de prison quiconque lutte. Ils effacent d'un trait l'organisation syndicale et ils prétendent former un syndicalisme pro-dictatorial et officiel. Ils annulent la loi sur les contrats de travail, loi n° 14250 et ils disent que les augmentations seront fixées par le gouvernement, en donnant la préférence non à des augmentations directes de salaire, mais à des primes de présence et de productivité. Ils emprisonnent, avec des

listes déjà préparées, des camarades combattifs. De plus, les séquestrations et les assassinats continuent. Les camarades de Squibb, les 44 ouvriers des chantiers navals détenus dans la zone nord, ceux de Rayban, de Terrabusi, et de la polyclinique Posadas de Haedo, et des centaines de travailleurs dans les coins du pays, le subissent déjà dans leur chair.

Ils prétendent faire retomber le déficit budgétaire sur les fonctionnaires de l'Administration et non sur leur gouvernement et leur politique anti-ouvrière et anti-nationale. On a décidé contre eux une loi pour les radier des cadres de l'administration, tandis qu'ils augmentent de manière fabuleuse le budget des forces armées. Les «milicos» (sales militai-

res) contrôlent avec leur présence effective dans certains cas et dans d'autres cas par des visites, pour que les patrons n'aient pas de problèmes. Les patrons, avec le soutien de la dictature et de ses fusils essaient par tous les moyens d'augmenter les cadences et l'exploitation ouvrière.

ILS ATTAQUENT LA CLASSE OUVRIERE ET L'ENSEMBLE DES SECTEURS POPULAIRES

Ils assurent la liberté totale des prix ; ils fixent de nouveaux impôts. Ils augmentent les prix des tarifs des services publics et des combustibles. Ils prêtent une totale obéissance aux décisions du FMI (Fonds Monétaire International).

Ils décident la privatisation des entreprises d'Etat. Ils renoncent au rôle de la Société YPF, en donnant la plus grande partie de l'exploitation pétrolière à des entreprises privées.

Ils suppriment la loi sur les investissements étrangers et ils ouvrent champ libre, sans aucune limitation, aux capitaux étrangers. Ils appliquent les recettes déjà connues de Alsogaray, Krieger Vasena, avec leurs séquelles de faillite, de faim et de chômage.

ILS ATTAQUENT A FOND LES DROITS DÉMOCRATIQUES DE LA CLASSE OUVRIERE ET DU PEUPLE

Ils annulent le droit d'option pour les détenus à la

disposition du pouvoir exécutif.

Ils arrêtent et déportent les exilés politiques. Ils installent de nouvelles lois répressives, y compris la peine de mort à partir de 16 ans.

Ils suppriment l'activité politique, y compris celle des partis bourgeois, et ils interdisent l'ensemble des organisations populaires et révolutionnaires.

On en a fini avec Isabel et les bureaucrates et cependant, les 3 A (Alliance Anti-Communiste Argentine) continuent leurs activités.

Pas de doute pour savoir qui les dirige !

Nous publierons lundi la fin de ce document

OFFENSIVE OUVRIERE

USINES OCCUPEES



Peugeot Mandeure le 6 mars



Bourgogne Electronique le 8 avril

Puissantes manifestations dans la rue



Bourgogne Electronique : Assemblée Générale pendant l'occupation



S'opposer aux attaques des flics et des cadres

Peugeot Mandeure le 31 mars



CRÉER LE RAPPORT DE FORCE

AUTONOMIE OUVRIERE FACE AUX MANOEUVRES REVISIONNISTES



Cepem Thermor (Orléans) en février.



Peugeot Mandeure : au piquet de grève...



Bourgogne-Electronique : l'Assemblée Générale condition de cette démocratie.

Imposer la démocratie dans la lutte

DÉFENDONS NOS DROITS ! DÉVELOPPONS NOS LUTTES !

Une ville entière contre les licenciements

Fougères : des milliers de manifestants contre la suppression de l'emploi dans la région



Sonacotra : 15 000 manifestants samedi 24 avril

SONACOTRA : Riposte populaire contre les expulsions

INTERNATIONAL

il y a un an,

LE MAGNIFIQUE 1^{ER} MAI DE SAIGON

Il y a un an, Saïgon fêtait son plus joyeux premier mai. Depuis quelques heures, elle était devenue Ho Chi Minh ville par la victoire du soulèvement populaire et de la grande offensive commencée au mois de mars. Jour après jour, les troupes de Thieu étaient parties en débandade, les régions libérées entièrement de jour en jour.

La défaite qu'il infligeait aux États-Unis, à leur armée et aux troupes qu'ils avaient recrutées sur place a transformé le monde. Aujourd'hui les impérialistes américains ne peuvent plus s'imposer comme ils le faisaient auparavant, face aux peuples. Battus une fois, alors qu'ils avaient déployé des forces énormes, ils pourront l'être encore. Le peuple vietnamien a ouvert la voie. Les autres peuples la suivront, pour chasser les USA, comme l'URSS qui cherche à leur prendre leur place dans le monde.

Après la victoire, le pouvoir c'est le peuple. Comme le peuple vietnamien, nous sommes des millions à aspirer à mieux vivre, à ne plus subir l'exploitation forcée, dans les usines, la dictature de la bourgeoisie. Comme lui, nous devons chasser ceux qui s'engraissent de nos souffrances. Le paysan, l'ouvrier vietnamiens qui ont pris les armes et aujourd'hui reconstruisent librement le pays tel qu'ils le désirent, nous disent que c'est possible.



Devant le palais présidentiel...

Récit : Avril 75, Saïgon se soulève

Phu Tan Son est un arrondissement nouvellement formé par la fusion de trois communes et intégré au centre urbain de Saïgon-Gia Dinh. Sa population s'élève à plus de 28.000 âmes. Le secteur du carrefour Bay Hien qui en fait partie est une des régions les plus peuplées de la ville.

Les bases révolutionnaires de Tan Phu Son, qui avaient subi des pertes lors des événements du Têt de 1968, n'étaient pas écrasées. En particulier à Bay Hien, le mouvement contre la conscription demeurait toujours jours vivace. Il y avait en permanence cinq à six cents jeunes qui ne se présentaient pas à l'enrôlement militaire, protégés par cinq à six mille habitants. La force politique des masses populaires grandissait peu à peu

et en 1973, la région comptait soixante-treize familles révolutionnaires bien organisées.

Le 12 avril, l'arrondissement Phu Tan Son reçut l'ordre de se préparer à l'insurrection. Les préparatifs se faisaient intensément sous le nez même de l'ennemi en complète déconfiture.

Des groupes armés étaient constitués, avec les jeunes parmi les plus sûrs. De l'argent était cotisé pour l'achat du papier nécessaire à l'impression des tracts appelant la population à la révolte. Des drapeaux rouges et bleus à étoiles d'or étaient confectionnés. Des organisations de secourisme étaient formées et diverses mesures étaient prises pour parer aux manœuvres ennemies d'évacuation forcée ou

pour lutter contre les éventuels incendies, maintenir la fourniture de l'électricité et de l'eau courante à la population.

Le 28 avril, une compagnie des troupes de libération locales venait renforcer les combattants de la sécurité publique et les équipes d'agitation auprès de l'ennemi déjà sur les lieux, afin d'assiéger les positions. Le 29, nos formations d'auto-défense attaquaient les fusiliers marins, faisant un mort et deux blessés.

Enfin l'heure H. sonna. Toute la population se soulevait dans la nuit même. Des barricades surgissaient dans les différents quartiers. On montait à l'assaut des postes et positions. Un officier des troupes motorisées, qui avait déserté et s'était rallié à la révolution, désarmait certains éléments de la défense civile pour armer les nôtres, puis à l'aube du 30, lorsque des ennemis se sauvaient à la débandade, abandonnant le matériel de guerre, ramena aux forces d'auto-défense un blindé et le mit en position de combat. Des postes ennemis tombaient les uns après les autres.

Puis on vit un homme portant largement déployé un grand drapeau sans hampe courir dans les rues en criant : «Compatriotes, les troupes de libération arrivent. Hissez vos drapeaux !». Aussitôt, les gens sortirent de chez eux et toutes les maisons furent pavées aux couleurs du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire. Il était six heures trente.

Les troupes fantoches étaient, certes, à ce moment encore assez fortes. La veille, à 16 heures, elles avaient été renforcées par un bataillon de parachutistes. Ces derniers avaient pris position sur le toit de l'hôpital. «Au



L'accueil des Forces de libération

service du peuple» et sur les deux principales artères, et du fait d'une haute maison, ils avaient tiré sur les combattants d'auto-défense en train de récupérer les armes au siège administratif du quartier de Chi Hoa 2, faisant deux morts. Une compagnie de ce bataillon était, d'autre part, postée au carrefour Bay Hien. Nos forces régulières n'étaient pas encore arrivées.

Un cadre révolutionnaire se hasarda alors à engager une conversation avec ces soldats.

— Osez-vous résister aux

Vietcong qui arriveront incessamment ? Pourquoi ne pas jeter bas les armes et s'enfuir pour garder la vie sauve ?

Les soldats se regardaient, interdits, puis regardaient leur chef, le lieutenant X., sans rien dire, sans même avoir le courage de tirer sur le cadre. Et celui-ci reprit en s'adressant, cette fois, directement au Lieutenant :

— Décampez, vous aussi ! Et donnez le signal du sauve-qui-peut !

Comme le lieutenant hésitait, il le pressa :

— Décidez quand il est encore temps. Tenez, suivez-moi, si vous avez encore envie de vivre !

Ceci dit, il défila à toute vitesse, suivi aussitôt de tous les soldats. A elle seule, cette compagnie avait laissé aux combattants d'auto-défense huit mitrailleuses, plusieurs armes anti-tanks et un grand nombre d'armes individuelles. C'est à ce moment qu'on entendit dans le lointain les batteries de nos tanks qui s'approchaient à vive allure, et plus proche, une voix appelant les soldats fantoches à la reddition.

De tous les côtés, on les voyait bientôt abandonner leurs armes et quelques uns, leurs uniformes et se suivre en files ininterrompues dans les directions indiquées par les combattants d'auto-défense.

Nos troupes motorisées firent leur entrée triomphale dans les quartiers de l'arrondissement au milieu des ovations d'une foule enthousiaste. Mais elles ne s'arrêtaient pas. Elles avaient hâte de gagner, par la rue Le Van Duyet, le centre de Saïgon, de marcher sur le «palais de l'indépendance» de l'administration fantoche.



Dans les rues de Saïgon



La débandade US

UN ASPECT DE LA LUTTE POUR RENFORCER LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

LA REVOLUTION DANS L'ENSEIGNEMENT EN CHINE

La vaste mobilisation de la classe ouvrière et des masses en Chine, sous la direction du Parti Communiste, contre le vent déviationniste de droite marque une victoire, un pas en avant dans le renforcement de la dictature du prolétariat.

Pour les déviationnistes de droite, dont Teng Hsiao Ping était le représentant le plus haut placé, il s'agissait de remettre en cause un série d'acquis de la Révolution Culturelle. «La classe ouvrière doit diriger en tout». Autour de ce mot d'ordre central, la classe ouvrière,

en Chine, a consolidé et étendu son pouvoir dans tous les domaines, dans les usines, comme dans les campagnes, au niveau du système médical, de la presse, de l'art, comme de l'enseignement.

Préserver les acquis de la Révolution Culturelle dans ce domaine, et y poursuivre plus avant la révolution : c'est une composante importante de la lutte de classe qui se mène, aujourd'hui, contre le déviationnisme de droite, pour renforcer le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Quel type d'homme faut-il former dans une université socialiste ? Des travailleurs cultivés, ayant une conscience révolutionnaire ou des aristocrates intellectuels qui méprisent les ouvriers et les paysans, avilissent le travail manuel, sont coupés de la réalité et briguent le renom et l'intérêt personnel ? C'est autour de cette question que se déroule un vaste débat pour la révolution dans l'enseignement, en Chine.

Que seront ces millions de jeunes issus des écoles et en

particulier des universités ? Seront-ils prêts à mettre leurs connaissances au service des larges masses, à poursuivre la révolution ?

L'avenir même de la société socialiste se joue, pour une part, à travers le système d'enseignement. Et la classe ouvrière au pouvoir se mobilise et mobilise largement les masses pour mener la révolution dans l'enseignement et le transformer consciemment en un instrument de l'édification du socialisme.

DES ÉTUDIANTS OUVRIERS-PAYSANS-SOLDATS

Qui recruter ? Qui former dans les universités socialistes ? Dans le cours de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, déclenchée en 1966, les ouvriers et paysans mobilisés par le Parti ont dénoncé, et démantelé tout ce qui dans le système de recrutement s'appuyait sur les conceptions de l'ancienne société exploiteuse, sur la substance dans les universités, d'intellectuels insuffisamment rééduqués et tendait à écarteler sournoisement de l'université les fils d'ouvriers et de paysans.

C'est un acquis important de la Révolution Culturelle :

les étudiants dans leur grande masse, sont à présent choisis parmi les ouvriers, les paysans et les soldats, leurs camarades de travail interviennent dans ce choix qui se fonde non seulement sur leurs aptitudes, mais aussi sur leur attitude dans le travail, sur la fermeté de leurs positions révolutionnaires, leur dévouement à la classe ouvrière.

Teng Hsiao Ping cherchait précisément à remettre en cause cet acquis, en prétendant que ces intellectuels de type nouveau «ne valaient pas ceux d'autrefois».

«Un vieux professeur, titulaire du département d'architecture à l'université Tsinghoua de Pékin parle des étudiants qu'il formait avant la Révolution Culturelle : «Les soldats cracks que j'ai formés auparavant étaient après six ans d'étude pénétrés d'idées bourgeoises - le renom et le profit. Ils séparaient la théorie de la pratique. Ils ne savaient que dresser des plans, mais étaient incapables de les réaliser. Aujourd'hui, les étudiants possèdent une conscience politique élevée ; ils sont compétents dans la conception, et aussi dans la réalisation pratique. La révolution dans l'enseignement est nécessaire pour former les continuateurs de la cause révolutionnaire prolétarienne et pour refondre la conception du monde que nous avons, nous autres vieux intellectuels».

Les étudiants, formés dans les livres et les cours théoriques et incapables de détecter la panne d'une machine, et de la réparer, incapables de dresser des plans utilisables par les ouvriers et répondant à leurs besoins, ce sont ceux formés par les universités des pays capitalistes, ce



sont aussi ceux que, sous l'influence de Liou Chao Chi, l'université chinoise a eu tendance à former, avant la Révolution Culturelle. De ces étudiants-là, le peuple n'en veut plus !

Il veut des étudiants qui fondent leurs connaissances sur l'expérience pratique qu'ils ont acquise, côte à côte avec les ouvriers et les paysans, dans la lutte de classes, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique. De tels étudiants, qui combinent le travail manuel et intellectuel, peuvent devenir à la fois rouges et experts. La classe ouvrière veille ainsi qu'ils soient aptes à analyser et résoudre les problèmes concrets, en se plaçant, chaque fois, du point de vue des exigences de la révolution.

«D'abord les étudiants ont participé au travail manuel pour la fabrication et le montage des grues roulantes antérieures et, sur la base de cette pratique, ils ont étudié les connaissances théoriques correspondantes. Ensuite, lorsque la transformation a commencé, ils ont employé les connaissances théoriques acquises dans la conception. Ils ont pris part à tous les processus depuis le calcul, la conception, le dessin, la fabrication de la nouvelle grue roulante, jusqu'au mesurage de la contrainte. Le résultat du mesurage a montré que le calcul des étudiants était juste et leurs connaissances ont été mises à l'épreuve de la pratique. Sur cette lancée, ils ont mis un mois pour faire le bilan et continuer à apprendre les cours théoriques afin d'élargir et d'approfondir leurs connaissances scientifiques».

condamnée par la Révolution Culturelle celle que Teng Hsiao Ping a tenté de rétablir. Le prétexte ? «Le fonctionnement d'un département (de l'université) à porte ouverte entraînera une baisse du niveau des spécialités», «si l'on attache trop d'importance à la pratique, on arrivera à supprimer la théorie».

L'école à porte ouverte, c'est l'école ouverte à la vie, aux problèmes pratiques des ouvriers et des paysans, l'école où étudiants, ouvriers, paysans, cadres, chercheurs participent, tous ensemble, aussi bien à la conception d'un projet qu'à sa réalisation. L'école à porte ouverte, c'est la voie dans laquelle se réduisent les différences entre intellectuels et manuels, ouvriers et techniciens, la ville et la campagne. C'est un moyen important pour aller vers la suppression des différences de classes, pour avancer dans l'édification de la société socialiste.

Un exemple d'école ouverte :

«Les enseignants engagés dans des travaux de conception ont avancé la proposition suivante : lever la barrière qui sépare le travail manuel du travail intellectuel, permettre à ceux qui élaborent les projets d'aller travailler à la base, et aux ouvriers de participer à l'élaboration de projets. Ainsi ont agi les enseignants du bureau de conception de

génie civil dépendant du département d'ingénierie physique. Ils ont pris l'initiative de se rendre parmi les ouvriers du bâtiment, et l'organisation du Parti a approuvé leur volonté d'intégration. Tandis qu'une vingtaine d'autres se rendaient à l'usine de chaudières afin d'y prendre en charge la conception de machines à couler continu».

Autre exemple : «A T'chongking, tout en pratiquant l'enseignement dans les écoles agricoles annexes, les enseignants et élèves font souvent des enquêtes sociales dans les villages environnants pour se mettre au courant de la lutte de classes qui se déroule à la campagne. Pour acquérir les bonnes qualités des paysans d'origine pauvre, ils passent quelques semaines chez les membres de la commune, vivent, travaillent et étudient avec eux.

Les écoles annexes invitent de vieux paysans d'origine pauvre qui ont de l'expérience pratique à expliquer aux élèves la lutte de classes dans la campagne et leur inculquer des connaissances agronomiques. Elles ont modifié le contenu et la méthode de l'enseignement pour mieux répondre au besoin de la pratique à la campagne».

L'ENSEIGNEMENT, C'EST L'AFFAIRE DE TOUTE LA SOCIÉTÉ

Ce grand débat, tout le peuple le prend en mains. Pour un enseignement plus profondément arraché à l'influence de la bourgeoisie, formant des hommes nouveaux, à la conscience révolutionnaire, c'est tout le peuple qui se mobilise. A l'université de Tsinghoua, arrivent des lettres de toutes les régions de Chine, toutes unanimes pour soutenir la révolution dans l'enseignement, développer les acquis de la Révolution Culturelle ! «La révolution dans l'enseignement est une excellente chose».

A l'université de Tsinghoua, ils sont plusieurs centaines de milliers à être venus sur place encourager le mouvement et y participer, tout en suivant des cours. Ou-

vriers, paysans, «cadres des organismes du gouvernement», militants de quartiers, «vieillards aux cheveux blancs ou enfants aux foudards rouges», sous la direction du Parti Communiste, deviennent les moteurs de la transformation de l'enseignement : élaboration des programmes, préparation des documents et réalisation des cours, programmes, transformation du système des examens... C'est tout le système d'enseignement qui est remodelé, par ces ouvriers, ces paysans. Ainsi, c'est toute la gestion de l'université qu'ils prennent en charge, faisant de l'enseignement non l'affaire des seuls professeurs ou étudiants, mais l'affaire de toute la société.

Annie COSSIN



ALLER À L'UNIVERSITÉ, MAIS POUR ACQUÉRIR QUELLES CONNAISSANCES ?

Suffit-il d'être ouvrier ou paysan d'origine pour devenir un étudiant révolutionnaire ? Ou bien le contenu de l'enseignement doit-il, lui aussi être pénétré par la

révolution, transformé par le prolétariat pour que les connaissances deviennent une arme à son service, non un moyen d'oppression pour la bourgeoisie ?

ÉCOLE À PORTE OUVERTE OU ÉCOLE À PORTE FERMÉE ?

Le choix entre «école à porte ouverte» et «école à porte fermée» est significatif de la lutte de classes qui se mène dans l'enseignement en Chine depuis l'automne dernier.

Porte fermée, c'est l'enseignement replié sur lui-même,

enfermé dans les salles de cours, c'est l'enseignement aux mains des «spécialistes» du savoir, les intellectuels ; un tel enseignement inculque des idées bourgeoises, il ne forme pas des ouvriers conscients de leur rôle politique et intellectuel. C'est la voie,

INTERNATIONAL

PORTUGAL

DEVANT LE MOUVEMENT POPULAIRE,
UNE STABILISATION DIFFICILE

Entretien avec Alain Labrousse

Alain Labrousse, surtout connu pour ses enquêtes sur l'Amérique Latine, a également suivi avec attention la situation au Portugal après le renversement du régime fasciste, le 25 avril 1975. Nous avons eu un entretien avec lui : il a suivi la dernière phase de la campagne électorale.

— Le Quotidien du Peuple : Après le coup réactionnaire du 25 novembre, peux-tu dire ce que sont devenues les structures de base que s'étaient données les masses ?

— Alain Labrousse : Dans les jours qui ont immédiatement suivi le 25 novembre, on pouvait avoir l'impression que les commissions de travailleurs et habitants avaient subi un coup décisif. Aujourd'hui que les choses ont eu le temps de se décanter, on voit que, si beaucoup ont effectivement sombré, notamment en ce qui concerne les commissions de moradores (habitants), celles qui ont tenu le coup se trouvent assez solides.

Pour ce qui est des commissions d'habitants, Setubal, qui en comptait quarante, n'en a plus que quinze aujourd'hui, toutes dirigées, dit-on, sauf une,

par l'un ou l'autre des partis politiques. Parmi celles qui ont disparu, il faut particulièrement noter celles qui étaient dirigées par le PCP, et qui ont été victimes de sa politique de liquidation, et d'intégration dans les municipalités (freguesias) ou dans des associations corporatives locales. Sur toute l'agglomération de Lisbonne, deux seulement de celles qui se trouvaient dans cette situation seraient restées sur pied.

Là où elles existent, ces organisations de base mènent encore des combats importants. Le 23 avril, deux jours avant les élections, les habitants du quartier d'Entrecampos se sont ainsi opposés à une expulsion réalisée par la police. Il y a eu des heurts prolongés dans le quartier, et même une caravane du PPD qui passait par là a fait les frais de la colère populaire.

LES COMMISSIONS DE TRAVAILLEURS :
ENCORE PRÉSENTES, AVEC DES PROBLÈMES

En ce qui concerne les commissions de travailleurs, la situation dans les entreprises qui fonctionnent sans les anciens patrons mérite une mention particulière. Une déviation très nette s'y développe, celle de l'économisme, d'un esprit « gestionnaire » qui tend à créer chez les ouvriers des réflexes de « patron collectif », alors que l'exploitation y est féroce. Dans une usine de papier-carton d'une centaine d'ouvriers que nous avons visitée, les salaires étaient les plus bas de toute la branche. Une partie était consacrée au fonds d'accumulation. La discipline était très dure, et la pointeuse trônait, bien en évidence. Le cadre (élu par la commission de travailleurs) qui dirigeait l'entreprise, ne cachait pas son mépris pour les ouvriers, considérés par lui comme des paresseux, alors que ses signes extérieurs de richesse disaient assez un niveau de vie bien supérieur au leur. Mais plutôt que de voir revenir l'ancien patron, et de risquer le licenciement, les travailleurs semblaient accepter cette situation, se situer dans une perspective de développement de l'entreprise, de recherche de marchés ; naturellement, le PC joue à fond cette carte dans les entreprises où il se trouve.

La deuxième déviation, plus nette, à

ce qu'on m'a rapporté, dans les grandes entreprises, est le parlementarisme. Les commissions de travailleurs y seraient devenues, dans de nombreux cas, des tribunes où les différents partis s'expriment ouvertement, provoquant une désaffection importante de la base ouvrière. Cette situation est aggravée, là encore, par la politique du PCP, qui vise nettement à la liquidation de ces structures au profit de l'intersyndicale, qu'il dirige.

D'une façon générale, si certaines expériences semblent se dérouler dans de meilleures conditions, la mobilisation politique semble plus défensive qu'offensive. Dans une usine qui a correctement réussi son redémarrage, sur le plan économique, et où la commission de travailleurs est restée plus proche de la base, c'est encore vis-à-vis d'un éventuel retour de l'ancien patron que la mobilisation politique semblait la plus susceptible de se développer.

Cependant des luttes, significatives d'un important esprit de résistance, continuent à se produire. Par exemple, à l'entreprise Leonesa, en pleine campagne électorale, une lutte de trois semaines s'est développée contre une mesure de brimade prise par la direction.



LA TENTATIVE SOCIAL-DÉMOCRATE DE SOARÉS

— QdP : Le résultat des élections a généralement été apprécié comme un coup d'arrêt aux forces les plus réactionnaires, qui avaient le vent en poupe depuis le

25 novembre. Est-ce bien la façon dont les travailleurs portugais voient la situation ?

— Alain Labrousse : Effectivement, dans



C'était hier... Cunhal (PCP) salue. Soarès (PS) applaudit. On pourrait, aujourd'hui, inverser les rôles.

les derniers jours de la campagne, il y avait une crainte que le PPD et le CDS n'obtiennent une majorité à la chambre des députés. On pensait qu'ils pourraient mettre à profit cette situation pour imposer la candidature d'un militaire très nettement réactionnaire, dans le genre de Pires Veloso, pour les élections présidentielles. Et, de toute façon, on était certain que, forts de ce résultat, patrons et propriétaires fonciers auraient effectué à ce moment un retour en force dans les secteurs importants qu'ils n'ont pu jusqu'ici reprendre en mains, comme notamment dans les grandes fermes occupées. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter le vote en faveur du PCP dans la ceinture industrielle de Lisbonne et dans l'Alentejo : ce parti semble de la sorte avoir recueilli pour partie le fruit des efforts de l'extrême-gauche. Le sentiment général était celui d'un grand soulagement après le résultat du vote : on pensait alors avoir obtenu un répit qui devait permettre de se réorganiser pour faire face à

l'offensive réactionnaire.

— QdP : Certains, après le scrutin, parlent de situation ingouvernable, du fait que le PS et le PPD ne parviennent pas à s'entendre pour la formation d'un gouvernement, et que le PS n'a pas obtenu la majorité absolue qui lui permettrait de gouverner seul.

— Alain Labrousse : Je crois que c'est un point de vue trop sommaire ; en réalité, le PS n'avait pas d'autre voie, électoralement parlant, que de définir ainsi son projet. D'une part, il choisit plutôt une solution de « pacte social », de préférence à la répression, pour assurer la poursuite de la « remise en ordre » bourgeoise. En même temps que sa base populaire lui interdit une autre voie, ceci peut lui permettre de bénéficier d'un soutien du PC. D'un autre côté, Soarès aurait pris des engagements très précis, tant auprès des USA que du parti social-démocrate allemand, sur la non-participation du PC au gouvernement.

LA CRISE N'EST PAS RÉSOLUE

— QdP : Puisqu'il est question de « déstabilisation », et de risque de coup de force, où en est donc la situation dans l'armée ?

— Alain Labrousse : Après le 25 novembre, une vaste restructuration a été entreprise : les régiments progressistes ne sont pas officiellement dissous ; les officiers ont été mis en disponibilité, et les soldats renvoyés chez eux. Mais, par exemple, le RALIS existe toujours sur le papier. En ce qui concerne les parachutistes, sur les trois mille hommes que comptait le régiment de Tancos, deux cents ont actuellement été réengagés, après des enquêtes politiques individuelles très serrées. L'objectif est de reconstruire une armée hautement professionnelle, surtout à l'heure où il est question que le commandement de l'Atlantique sud de l'OTAN soit transféré au Portugal.

En même temps que les « réparations à gauche », qui ont touché largement des armes aussi peu suspectes que l'aviation, au niveau des officiers, il faut noter un retour en force d'éléments franchement fascistes dans les état-majors, tel Firmino Miguel. L'arrivée de cette aristocratie susciterait néanmoins un réflexe de méfiance chez les officiers du cadre moyen, de tendance « professionnaliste ».

Enfin, il y a la transformation des deux corps de police GNR et PSP, en forces militarisées, disposant notamment d'armement lourd. Mais il ne faut pas oublier qu'un coup militaire serait très difficile contre le PS.

— QdP : Tous ces facteurs réunis, comment envisages-tu l'avenir politique au Portugal ?

— Alain Labrousse : Le parti socialiste peut fort bien parvenir à stabiliser provisoirement la situation à son profit. Mais cette tentative va connaître des limites, qui ne résident pas essentiellement dans le problème des alliances parlementaires. La première est la crise économique, qui pèse très durement sur un pays largement dépendant comme le Portugal. La deuxième est dans la mission même qui est confiée au parti socialiste : en finir, sans recourir à un terrorisme ouvert, avec le mouvement des masses. De ce côté-là, la mobilisation populaire qui persiste risque de lui rendre la tâche très difficile. Ce qui pourrait, à terme, ouvrir la voie à des solutions bien plus nettement répressives.

Le problème, alors que le PCP est probablement prêt à jouer le jeu de la « stabilisation » socialiste, va donc être pour les révolutionnaires portugais de mettre à profit le sursis ainsi obtenu pour dégager une perspective révolutionnaire plus nette que celle qui existe jusqu'ici. Faute de quoi, le mouvement des masses pourrait s'avérer à la fois trop puissant pour permettre la réussite de l'entreprise de Soarès, et pas assez fort pour empêcher le recours à des solutions plus réactionnaires par la bourgeoisie portugaise et l'impérialisme.

Interview recueilli par Jean LERMET

UNE SEULE ISSUE LA RÉVOLUTION

SUITE DE L'ÉDITORIAL

Mais elle n'a pas abouti et elle n'aboutira pas : malgré le poids du chantage à la crise, malgré les lourdes menaces de répression, les luttes ouvrières connaissent ces derniers temps un nouvel essor et surtout montrent que la classe ouvrière, loin de fléchir, tire les leçons de la situation de crise et cherche les moyens de développer une offensive d'ensemble, seul moyen de riposter à la politique de crise.

Dans les luttes contre les licenciements et les fermetures, par exemple l'idée et la mise en œuvre de l'unité populaire ont progressé, en Bretagne, autour des « Réos ». « Vivre au pays » est devenu un mot d'ordre de lutte dans beaucoup de régions et la classe ouvrière s'en est souvent emparée. De façon encore dispersée mais significative, des luttes résolues rejettent le chantage à la crise et exigent fermement, comme à Bourgogne-Electronique, à Dijon, une véritable revalorisation des salaires : 400 F pour tous. Enfin, chez Michelin, comme dans l'empire CSF, ou dans les usines Rhône-Poulenc, les travailleurs ont recherché les moyens de mener une lutte d'ensemble au niveau du trust, à se coordonner et sont passés à l'action.

La combativité ouvrière, même si elle ne se manifeste pas toujours par les luttes grévistes, repose sur la conviction de plus en plus approfondie que cette société a fait son

temps, qu'il est nécessaire de s'acheminer vers de grands bouleversements révolutionnaires.

Les sondages ont beau refléter actuellement les progrès (réels) de l'influence électorale des partis de gauche, ils ne reflètent pas, ce qui est le plus important, le développement réel de la conscience politique des travailleurs, leur capacité, sur le terrain même des luttes, à se dégager de la tutelle du révisionnisme et du réformisme, à conquérir leur autonomie.

Ils ne reflètent pas tous les liens qui se tissent dans la construction de l'unité populaire, autour de la classe ouvrière, au fur et à mesure qu'elle apparaît comme la seule force capable de transformer radicalement la société.

L'heure est à l'offensive. A une offensive réfléchie, qui construise, dans l'action, un rapport de forces favorable. Et cela passe par un intense effort de clarification politique, par une lutte de tous les jours contre l'influence du révisionnisme et du réformisme, par une démarcation la plus nette possible.

L'enjeu est de taille. C'est dans les grands affrontements de classe qui s'annoncent, que se détermineront les forces de classe, les contours mêmes de notre révolution.

C'est l'enjeu même de la construction du Parti Communiste aujourd'hui !

Gabriel FERREOL

en bref... en bref...

● MITTERRAND ET LE CAMBODGE : « Non il n'y a pas d'excuses pour le gouvernement, pour le système, pour les méthodes des khmers rouges au Cambodge », écrit Mitterrand dans sa part de mensonge en dernière page de l'Unité. Il n'y a pas d'excuse pour Mitterrand qui affirme lui-même que les rares informations contiennent une forte dose de fausses nouvelles et de photos truquées. Sciemment, Mitterrand utilise l'« intox » parce qu'il en a besoin pour exprimer sa haine contre un peuple libre.

MANIFESTATION LYCÉENNE
Vendredi 14 h 30, place de la Bastille
Prochaine coordination des lycées de la région parisienne :
Mardi 4 mai, 17 h, Jussieu
Le 1^{er} Mai

Les lycéens participent au cortège étudiant de la manifestation syndicale.

● PROCÈS GOLDMAN : La journée d'hier du procès a été essentiellement consacrée à l'interrogatoire du commissaire Goussard, mis en cause pour ses procédures de confrontation de Goldman et de témoins, puis à l'audition des témoignages favorables à Goldman, dont celui, capital, de Noël Lautric que l'on attendait en fin de soirée, venu spécialement des Antilles pour témoigner que Goldman passait la soirée du 13 décembre 1969 chez lui, au moment où le crime était commis à la pharmacie. Toutefois, les lenteurs de procédure dans une salle surchauffée font craindre que le procès ne soit pas achevé mardi prochain.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

ÉTUDIANTS

CENSIER : ET MAINTENANT ?

Censier, hier, présentait un peu à elle-seule, l'image actuelle du mouvement étudiant. L'impression qui dominait, c'était celle de l'interrogation : *et maintenant, que devons-nous faire ?*

Dans une faculté dont grand nombre d'étudiants n'étaient pas là, des étudiants écoutaient le rapport, fait par des trotskystes de la LCR, de la coordination nationale étudiante qui s'était tenue mardi et mercredi derniers dans ces mêmes murs. Pendant ce temps, quelques étudiants, dans les UER de langues, assistaient à des cours, que personne n'empêchait de se tenir.

Les étudiants qui assistaient à l'Assemblée Générale furent unanimes à hue et à l'UNEF-Renouveau (P.C.), qui demande d'assurer les examens pour préserver « le haut niveau de l'enseignement », et fixent pour objectif prioritaire au mouvement de se battre pour « la création massive d'emplois d'enseignants, de techniciens et de cadres à tous les niveaux correspondant aux besoins du pays ». Les manœuvres de l'UNEF-PC étaient dénoncées, à commencer par celle de l'après-midi d'hier, lorsque l'UNEF, reçue par Saunier-Seïté, présentait à celle-ci une longue liste de revendications du type « créations d'emplois de cadres », élaborée en liaison avec les Syndicats des Grandes Ecoles et le Syndicat des Cadres et Techniciens.

Face à ces manœuvres de l'UNEF, les mots d'ordre restaient bien ceux de l'abrogation de la réforme, et de la jonction des étudiants en lutte avec les travailleurs. Mais on sen-

tait une difficulté à concrétiser réellement ces mots d'ordre.

Difficulté qui est incontestablement le fait de cette Ligue Trotskyste, force de confusion.

Les étudiants présents à l'AG semblaient bien refu-



ser les « magouilles » du P.C. et de la Ligue, telle celles auxquelles a donné lieu l'« élection » du nouveau collectif national de six membres, dont un de l'UNEF-Renouveau, alors que cette dernière venait d'être majoritairement désapprouvée par la Coordination. Mais la Ligue apparaissait hier à Censier pour ce qu'elle est : une organisation qui, en parole, soutient les justes aspirations des étudiants, mais, dans les faits, les combat en refusant d'y apporter un contenu concret. Que signifie le mot d'ordre de « grève générale à l'université », qui ne serait réalisable qu'à la condition d'une mobilisation du SNES-Sup et du SGEN, quand ces derniers refusent de continuer la grève ? En entrant à Censier, on pouvait lire

la motion votée par le SNES-Sup de l'UER d'études ibériques : « Nous appelons à la reprise des cours à partir du lundi 3 mai, qui permettrait la sanction normale de l'année universitaire, et de poursuivre le mouvement, une fois la reprise des enseignements effectuée, »

quand elle s'en remet à la direction révisionniste et réformiste des syndicats ouvriers ?

Finalement, la Ligue ne propose pour seules échéances que le défilé du 1^{er} mai. Puis cette coordination nationale de Lyon, le 5 mai prochain. Une

perspective qui a perdu de son caractère mobilisateur devant les formes répétitives du mouvement étudiant, que les révisionnistes et les trotskystes ont soin d'entretenir, afin de se disputer la direction du mouvement.

Que pensez encore de cette nécessaire jonction avec les travailleurs,

Camille NOËL

● JACQUES PAPINSKI : animait hier à Paris six heures de discussion sur « l'éducation en liberté surveillée ».

● 1^{er} MAI : Bourse du Travail de St Etienne après-midi de lutte organisée par les Comités de lutte lycéens avec Mass Devia, groupe folk, et des stands, des tables-rondes, des forums.

● Les flics sont intervenus hier à l'université de Clignancourt et à la Sorbonne, après que le président de l'Université Paris IV ait annoncé la réouverture de la fac pour permettre aux jaunes de suivre leurs cours.

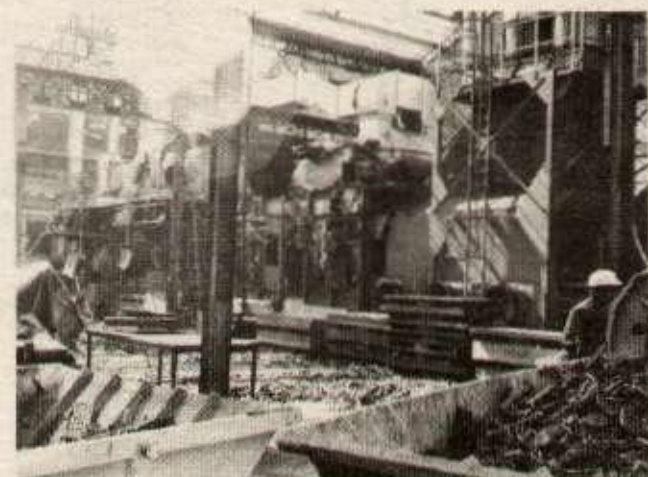
● LE LOCAL DE LA LCR : Une quarantaine d'individus ont attaqué mercredi soir le local parisien de la LCR.

28 BLESSÉS DANS UNE ENTREPRISE À GENNEVILLIERS

« Ne répondez pas aux questions de ce monsieur » Le directeur du personnel de la « Société Générale de Conditionnement et d'Emballage » à Gennevilliers, ne tient pas à ce que la vérité soit faite sur l'accident de jeudi matin. Dès qu'il a vu le journaliste du Quotidien du Peuple interroger les ouvriers, il est venu leur faire des menaces. Aurait-il quelque chose à cacher ?

Cette usine, déjà ancienne, avec ses murs de briques noircies, est située dans la même zone industrielle que Chausson, General Motors, Valentine et bien d'autres bagnes capitalistes.

Cet accident a fait 28 blessés : des fractures des membres, des brûlures aux mains et au visage... Certains blessés sont dans un état grave, avec des fractures du crâne. Il y a eu une



explosion d'une chaudière qui servait à chauffer une citerne de peinture. Sous l'explosion, tout le toit de l'atelier a volé en éclats. C'est par la chute des poutres que la plupart des 28 blessés ont été atteints.

La direction n'aimerait probablement pas qu'on ré-

ponde à certaines questions : comment se fait-il que des étincelles puissent se produire à proximité d'une masse si importante de produit inflammable ? comment se fait-il que plusieurs dizaines d'ouvriers travaillent dans l'atelier où est entreposée cette citerne ?

● FOURCADE RECULE Fourcade a annoncé hier en fin d'après-midi qu'il acceptait de revoir les conditions d'application de la loi sur la taxation des plus-values, concernant les résidences secondaires et les porte-feuilles d'actions boursières.

● AGRET POURSUIT SA GRÈVE DE LA FAIM : Roland Agret a annoncé qu'il poursuivait sa grève de la faim jusqu'à la réunion de la cour de cassation, il a cependant accepté d'être placé sous perfusion. Dans une lettre remise à ses avocats il écrit : « J'ai compris que la solution mitigée prise par M^r Lecanuet était la conséquence de la volonté du pouvoir de protéger ceux par la faute desquels je me trouve ici ». Agret a également écrit aux dirigeants des partis de l'opposition de gauche.

LUTTES OUVRIERES

Foyers Sonacotra

CONTRE LES MENACES DE DIJOU

ÉLARGIR LE MOUVEMENT DE GRÈVE

De fort contingents de travailleurs immigrés participeront samedi aux défilés du 1^{er} Mai, mêlant leur voix à celles de leurs camarades français pour une même dénonciation de la politique répressive, brutale de ce régime. Massés en un cortège autonome derrière les banderoles des résidents des foyers Sonacotra en lutte, ils viendront témoigner que le mouvement qu'ils ont engagé depuis un an pour des conditions de vie décentes et pour la reconnaissance de leurs droits n'a rien perdu de son ampleur et de sa vitalité.

La grande manifestation populaire de riposte aux 16 expulsions, il y a une semaine, a donné à la lutte une dimension nouvelle : en croyant étouffer le mouvement, la bourgeoisie n'a fait que raffermir l'unité de combat des travailleurs français et immigrés !

« Notre lutte a des objectifs revendicatifs très clairs : c'est la baisse des loyers, la reconnaissance de droits et de libertés élémentaires. Parce que les camarades, vivant à 300 dans les foyers ont compris petit à petit que le vol sur les salaires, les brimades des gérants racistes, tout cela, c'est l'esclavage et que c'est la faute à la société capitaliste. Et quand la crise du capitalisme grandit, les immigrés sont les premiers touchés. Nous l'avons compris et, à partir de là, nous avons créé une unité très forte » explique un délégué. Et, aujourd'hui, les menaces que continuent de brandir le ministre Dijoud n'ont pas altéré la volonté des travailleurs de tout faire pour obliger la Sonacotra à une négociation d'ensemble de la plate-forme du Comité de coordination.

L'ORGANISATION DÉMOCRATIQUE DE LA GRÈVE

Calmement, le Comité prend les moyens de renforcer la grève et d'élargir le soutien. Tout en évitant de s'exposer isolément aux coups toujours possi-

bles de la police de Poniowski, les délégués des comités de résidents de chaque foyer continuent d'organiser la grève, prenant l'avis de leurs camarades sur les initiatives à prendre. L'organisation de

par le comprendre» expliquait un militant de Bagnolet. Le recours au débat démocratique dans les assemblées générales, c'est une condition indispensable pour l'unité de lutte de tous les foyers, les travailleurs de la Sonacotra l'ont longuement éprouvé et y sont fermement attachés.

CONTRE LES MENACES DE DIJOU, ÉLARGIR LE MOUVEMENT

Cette unité a d'ailleurs été l'obstacle majeur que n'ont pu lever les faux

Quel mauvais coup nous réserve-t-il ?

Aujourd'hui, s'appuyant sur les acquis démocratiques du mouvement, le Comité de coordination envisage la tenue d'un Congrès des délégués des foyers Sonacotra dans le but d'unifier les foyers de France sur les objectifs de la lutte : « C'est une nécessité, quand on voit que le mouvement refuse toute négociation et continue de nous menacer ».

Dès les premiers jours du mois de mai, les aversissements d'expulsion



la lutte est d'ailleurs, de ce point de vue, une véritable leçon de démocratie. L'efficacité en a déjà été démontrée après les rafles matinales de Poniowski du 16 avril. Là où l'agression policière avait réussi, pour partie, à décapiter tel comité de résidents, aussitôt d'autres camarades, élus et étroitement contrôlés par l'assemblée générale, se sont levés et ont pris en mains les tâches de la conduite du mouvement. « 16 camarades sont expulsés et ce sont 160 autres qui les remplacent ! Poniowski finira bien

communistes du P«C»F dans leur tentative de main-mise sur la lutte. Après avoir prôné les négociations foyer par foyer, après s'être obstiné à ignorer le Comité de coordination, le P«C»F, à qui la direction de cette lutte continue d'échapper, tente aujourd'hui de faire amende honorable : « Il doit être encore tout étonné de la manifestation du 24 avril » disent les militants du Comité de Bagnolet. « mais aujourd'hui, il semble vouloir reconnaître la représentativité du Comité de coordination.

notifiés par huissier à un nombre important de délégués risquent d'être mis à exécution. Les échecs successifs du pouvoir dans sa tentative de briser la lutte des travailleurs immigrés ne l'ont pas fait renoncer à ses projets répressifs. Notre vigilance doit se renforcer ! Dans les manifestations du 1^{er} Mai, nous réaffirmerons que c'est tous ensemble, travailleurs français et immigrés, que nous riposterons aux atteintes contre nos droits !

julien LEBLOND

LES OUVRIERS DE TROIS USINES DE L'ARIÈGE CONTRE PÉCHINEY

Les trois usines Pechiney de l'Ariège sont en grève. Les 600 travailleurs de ces trois petites unités de production (Auzat, Mercus, Sabart) exigent la 5^e équipe et 100 F d'augmentation pour tous.

Les conditions de travail sont dures chez Pechiney, surtout à Auzat où l'on fabrique l'aluminium. La chaleur est insupportable dans les ateliers. Les postes sont de 7 jours, comme partout où l'on fait les 3 x 8. La 5^e équipe que réclament les grévistes permettrait de faire 40 heures en cinq jours...

C'est pour ces raisons que les travailleurs décidaient, il y a quinze jours l'occupation à Auzat et Sabart, et la grève à Mercus. « Pour l'instant, nous attendons que la direction se décide à négocier sérieusement, mais ça ne vient pas vite », dit un délégué CGT.

La direction fait venir un huissier tous les deux jours

pour essayer d'intimider les grévistes. Bien sûr, elle a porté plainte contre l'occupation, mais il ne semble pas, du moins pour l'instant, qu'elle ait choisi de faire intervenir les flics.

« Nous sommes vigilants, poursuit le délégué CGT. Nous voulons la 5^e équipe, mais sans perte de salaire... »

Des initiatives positives ont été prises pour faire connaître largement la lutte et les revendications des grévistes de Pechiney, comme ces manifestations organisées avec les gens des villages des alentours. C'est une lutte surtout axée sur les conditions de vie et de travail qu'ont engagé les travailleurs de Pechiney dans l'Ariège. Ils sont décidés à gagner ! Ils ont un large soutien dans la vallée.

Gérard PRIVAT

Olida Levallois : LES RÉVISIONNISTES CONTRE LA GRÈVE

Depuis deux jours, le P«C»F envoie ses permanents et agit par l'intermédiaire des UL, UD et fédérations CGT, pour dissuader les travailleurs de continuer leur action pour obtenir satisfaction à leurs revendications (réduction d'horaire de 43 h 15 à 41 h 30 ; paiement des jours de grève ; 350F pour tous).

Pour cela, il s'appuie sur toutes les idées défaitistes des travailleurs (« le patron cède pas, combien de temps on va encore tenir ? »). Aujourd'hui, le P«C»F, malgré les contradictions dans le syndicat CGT Olida Levallois, a appelé à la reprise du travail en utilisant une méthode « dégueulasse » : les travailleurs pour la continuation de la lutte se placent à gauche et ceux qui sont pour reprendre à droite ! Les travailleurs ainsi « grâce » au P«C»F se trouvent face à face au lieu d'être unis dans la lutte contre le patron !

Les travailleurs d'Olida, pour vaincre la division des faux défenseurs de la classe ouvrière, ont besoin du soutien de l'ensemble des travailleurs. Exprimons notre soutien aux travailleurs d'Olida par des délégations unitaires CGT-CFDT et par des motions de soutien !

Corresp. Levallois

SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS DES CABLES DE LYON (Clichy)

10 mois après la grève de 52 jours des Câbles de Lyon (CGE - Clichy), la direction veut se venger et décapiter la section syndicale CGT en licenciant 3 délégués, prélude à un plan de liquidation de 336 postes de travail, orchestrée par la CGE d'A. Roux, qui restructure...

La manifestation au tribunal de Nanterre, les motions et comités de soutien, la mobilisation aux Câbles... ont permis une première victoire : le refus par l'inspecteur du travail du licenciement de J.L. Raboutet, secrétaire du syndicat. Mais la direction vient de tenter une opération de division en envoyant les lettres de licenciements des 2 autres camarades délégués, en déclarant que « ces indésirables se-

raient licenciés », après avril. Pour cela, la direction a écrit jusqu'au ministère !

Les travailleurs ne sont pas prêts de céder ; avec leur section CGT, ils déclarent : « Pour donner un coup de main aux luttes de tous les autres travailleurs, nous devons mener nos luttes dans l'usine, le mieux possible » (...). « Nous saurons garder l'offensive contre la répression et pour la satisfaction de nos revendications » (...). « Nous saurons mettre en pratique le mot « Solidarité », lors d'un gala, dimanche 2 mai, à la Maison du Peuple de Clichy, à 14 h 30 - avenue du Général Leclerc - bus 138 ou 74. Venez nombreux !

Correspondant Asnières - Clichy

BSN (Vayres-Gironde) : EMBAUCHER LES SOUS CONTRATS ! Depuis le 21 avril, l'ensemble des travailleurs de l'usine BSN de Vayres sont en grève totale. Depuis le début de cette année, le patron refuse d'embaucher du personnel alors que les cadences à la production ont sérieusement augmenté. Par contre, il utilise de façon intensive et systématique des travailleurs sous contrat à durée limitée, une façon de diviser les ouvriers et d'organiser le chômage. Les ouvriers de l'usine de Vayres luttent pour :

- Une augmentation uniforme de 50 centimes de l'heure.
- L'embauche d'effectifs.
- L'application de l'accord sur les classifications.

S.E.P. (HAILLAN-BORDEAUX) : RÉINTÉGRATION DE NOTRE CAMARADE. Depuis maintenant plus de quinze jours le personnel de la Société Européenne de Propulsion du Haillan, près de Bordeaux, a engagé la lutte pour la réintégration d'un travailleur licencié arbitrairement. Cette mesure de répression va dans le sens de la reprise en mains par la bourgeoisie des usines d'aéronautique (cf. la SNIAS).

Le patron vient d'interdire le droit à l'information syndicale reconnu par la loi de décembre 1968. Il tente par la répression et la menace, de briser la grève. En assemblée générale, le personnel a réaffirmé sa position : « Nous ne reprendrons le travail que lorsque notre camarade licencié sera effectivement réintégré ».



Le Quotidien du Peuple - Publication du PCR (ml)
Adresse Postale : BP 225 75 924 Paris Cédex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

FETE DE REBELLES *Mensuel de l'U.C.J.R.*

SAMEDI 1^{er} MAI TOUS A PARIS

Cartoucherie de Vincennes :
de 18 h à 2 h du matin

La fête se tiendra y compris en cas de pluie

Navette depuis le métro. Chateau de Vincennes de 10mn en 10mn à partir de 17 h 15

Programme complet :

Scène centrale :

18 h 30 - Roger Siffer
19 h 30 - Akendengué
20 h 20 - Imago
21 h 00 - Gilles Servat
23 h 00 - Chic Street Man
23 h 45 - Intercommunal Free Dance
Music Orchestra
François Tusques
Carlos Andréu
1 h 00 - Soho

Scène Latérale

18 h 00 - Pierre Champion
19 h 00 - Pierre Drèghi (Chanteur corse)
20 h 00 - Théâtre par le groupe culturel des
travailleurs cap-verdiens en France
20 h 45 - Chorale iranienne

Buvette Restaurant

18 h 30 - Fanfare
19 h 00 - Théâtre : la commune par la troupe de
la Goguette
20 h 10 - Cabaret de la rue de la Ré (Lyon)
20 h 50 - Fanfare
23 h 00 - Gérard Gauche
23 h 30 - Alain Oudard

Aux cinémas ce soir :

Chapiteau

18 h 15 - Quand on aime la vie, on va au cinéma
20 h 15 - Des dettes pour salaire (film sur l'endettement des paysans par les
firmes agro-alimentaires...)
0 h 30 - Kashima Paradise

Ciné 2

18 h 00 - Vietnam, cinéma d'un peuple au combat
20 h 30 - L'heure de la libération a sonné (La lutte du peuple du Dhofar)
22 h 00 - Le peuple et ses fusils (de Joris Ivens)
23 h 10 - La machette et le marteau (Le colonialisme français en
Guadeloupe)

Forums :

18 h 15 : Le sport :

avec des sportifs, des entraîneurs...

La justice :

Avec des avocats, des membres du Mouvement d'Action Judiciaire

La pollution :

avec des écologistes, des ouvriers, le Comité de Liaison et d'Information sur
la Santé et les Accidents du Travail

20 h 15 : Ecoles :

La lutte aujourd'hui, avec la coordination nationale des élèves
révolutionnaires, des enseignants victimes de la répression, dont Papinski,
Della Souda etc...

Le Théâtre Populaire :

et révolutionnaire : avec des artistes, des acteurs.

Les jeunes ouvriers dans la lutte :

avec des jeunes mineurs, des postiers, des jeunes travailleurs de LIP,
Bourgogne Electronique...

La presse pour les jeunes :

avec les journalistes de Rebelles, de l'Antirouille, de Pop Hebdo, des
journaux de quartiers, de lycées et CET...

23 h 00 : Avortement et Contraception :

avec des médecins, des militants du MLAC

Les apprentis :

Forum tenu par les apprentis de Blois (Préparation de la 1ère réunion
nationale des apprentis révolutionnaires)

Le chômage des jeunes :

avec les comités anti-répression de Grenoble, Vénissieux etc... ; des jeunes
qui ont fait reculer la répression bourgeoise.

0 h 15 : Le cinéma révolutionnaire et militant :

Avec Tobias Engel, des rédacteurs de la revue Cinéthique, Cinélutte etc...

MEETING DE L'UCJR 22 h 00 :

Intervention de Jean François VITTE Secrétaire National de l'UCJR

Les luttes de la jeunesse aujourd'hui :
Quelles perspectives ? Un an après son
congrès, où en est l'UCJR ?

Prendront également la parole :

Un camarade palestinien : sur la lutte aujourd'hui contre le sionisme.

Un camarade chilien : sur la terreur de Pinochet et la résistance populaire.

Un camarade espagnol : Contre le fascisme qui continue,
les masses espagnoles sont à l'offensive.

Des jeunes ouvriers en lutte.

Avec des jeunes de plus de 20 pays du monde entier

Iran, Djibouti, Palestine, Guadeloupe, Martinique, Argentine, Chili, Pérou,
St Domingue, Tunisie, Maroc, Sahara Occidental, Tchad, Gabon, Sénégal,
Comores, Ethiopie, Erythrée, Oman, Turquie, Espagne, Italie, Liban...

Toute la soirée, débats, projections de diapositives auprès de
70 stands de la fête : 10 expositions dont les dessins du
caricaturiste Batellier.

Nombreuses attractions - Concours par équipes

Entrée 10 F

1/2 tarif pour chômeurs et simples soldats.

POUR UN 1^{er} MAI REVOLUTIONNAIRE

TELEVISION

Roubaix

SAMEDI 1^{er} MAI DE 14 H A 22 H
178, rue Jules Guesdier
48 rue Nabuchodonosor

Spectacles pour les enfants (de 14 H à 16 H)
235 CLASSE 20 MAI 24 LIEUX ET 200 PAGES DE TEXTE
LIEUX - ACTIVITES - JOURNAUX

**Les travailleurs accusent
le capitalisme en crise**

**Soutien aux luttes
des peuples du monde**

**Pour préparer l'offensive ouvrière
Pour une issue révolutionnaire à la crise**

Intervention d'un membre du Comité Central
du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

avec Raoul de Godewarsvelde

Lyon

FETE POPULAIRE

de la Fédération Rhône-Loire du Parti Communiste Révolutionnaire



SAMEDI 1^{er} MAI

DE 17 H A 24 H
Centre Pierre Valdo
(rue Pierre Valdo Lyon 5^e)

**CARREFOUR LES PEUPLES
SUR EN LUTTE
LES LUTTES**

INTERVENTION DE BERNARD REY
membre du Comité Central du PCR ml

Paris



**POUR UN 1^{er} MAI
REVOLUTIONNAIRE**

MANIFESTONS

10 H 30 METRO OBERKAMPF

parti communiste révolutionnaire
MARXISTE-LÉNINISTE

PROGRAMME

VENDREDI 30 AVRIL

TF 1
18 h 15 - A la bonne heure
18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au théâtre ce soir
Le mari ne compte pas
22 h 35 - Rugby à sept
23 h 15 - Journal

A2
18 h 30 - Journal
18 h 40 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les mystères de New-York
21 h 30 - Apostrophes
22 h 35 - Journal
22 h 50 - Ciné-club : Association criminelle

FR 3
18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 05 - Programmes régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Vendredi : De quoi avons-nous peur ? La sexualité (1)
21 h 30 - Amérique
22 h 20 - Journal
22 h 35 - Emission alsacienne

SAMEDI 1^{er} MAI

TF1
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Numéro un : Jean-Jacques Debout
21 h 30 - Regan série britannique

22 h 25 - Un festival à Paris
22 h 55 - Journal
A2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La bande à glouton comédie
22 h 15 - Dix de der
23 h 45 - Journal
FR3
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Festival du court métrage
20 h 30 - Germinal D'après le roman de Zola
21 h 45 - Journal

DIMANCHE 2 MAI

TF1
13 h 00 - Journal
13 h 20 - Le petit rapporteur
17 h 15 - Nick Carter va tout casser
film français 1964
19 h 45 - Journal
20 h 30 - Erotissimo
film français 1968
21 h 55 - L'œil en coulisses
22 h 55 - Journal
A2
14 h 00 - L'expédition de FortKing film am
20 h 00 - Journal
20 - 30 - Système 2
21 h 50 - Les brigades du tigre série pol.
22 h 45 - Journal

FR3
20 h 30 - Les visiteurs du dimanche soir
22 h 15 - Journal
22 h 30 - La reine Christine film américain

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ :

Les rangers assiègent les partisans repliés dans la grotte de Hon Dat. Lors d'un assaut, Xam, le lieutenant des rangers a été blessé à l'épaule.

16^e épisode

DES SOLDATS A L'AUBERGE

— Est-ce que je serai guéri dans quelques jours ?
— Dans quelques jours, vous irez certainement mieux.

Xam ne parla plus et resta immobile.

Autour de lui, le vacarme ne cessait de monter. Les troupes prenaient en effet leur repas. Une double ceinture était établie autour de la grotte : un demi-cercle tout près, et un autre plus loin en direction du village.

Les hommes stationnés dans le village se répandaient un peu partout. Plusieurs gardes, assis dans la gargoyle de Mme Ba Ou bavardaient bruyamment. La gargoyle constamment occupée à débiter son alcool se montrait une patronne parfaite, riait et devisait gaiement et traitait les soldats avec beaucoup d'égard.

— A combien de milliers de piastres se monte votre solde, chers Messieurs ?

— Combien de milliers ? Allons donc ! On ne touche que mille huit cents. Voyez-vous, on n'a même pas de quoi se nourrir convenablement !

Mme Ba Ou ouvrit des yeux étonnés.

— Mille huit cents, mais vous voulez plaisanter ! On ne peut pas vivre avec pareille somme. Ah ! je vois ! Vous touchez des allocations familiales en plus.

— Vous nous faites venir l'eau à la bouche, madame ! Mille huit cents en tout et pour tout !

La grosse femme laissa retomber ses mains sur ses genoux et claqua de la langue :
— Et moi qui croyais qu'on vous paye au moins trois mille.

Les hommes se mirent à rire de la méprise de Mme Ba Ou. Un caporal de trente cinq ans environ, le teint basané et les cheveux en broussailles vida son verre puis lécha ses lèvres.
— Vous faites, Madame, dit-il, comme si les Yankees ne tiennent pas à leurs sous.
— Mais tout le monde dit qu'ils sont plus riches.
— Bien sûr qu'ils le sont. Sinon, ils n'auraient pas pu nous recruter. Mais pardon ! Ils ne sont pas idiots au point de nous payer au prix fort. Les idiots, c'est nous.

L'homme s'arrêta, passa ses doigts dans son épaisse chevelure d'un air désabusé.
— Pardon, cher Monsieur, de quel pays êtes-vous ?

— Je suis de Mac Can Dung.

L'étonnement de Mme Ba Ou fut sans borne.

— Comment, vous êtes de Mac Can Dung, c'est à dire de Binh Hoa ?

— Mais oui. Vous connaissez ce coin-là ?
— Et comment ! Avant la guerre, j'y allais régulièrement pour fabriquer la saumure de poisson.

Elle s'anima :

— Quel merveilleux pays ! Des poissons pleins les rivières au moment de la baisse des eaux ! Et de toutes sortes ! Libre à chacun d'en prendre autant qu'il veut ! Et le riz flottant ! La récolte est toujours assurée.

Le caporal se pencha en avant, regardant Mme Ba Ou de tous ses yeux.

— Ma parole, vous connaissez bien mon pays, Madame !

— Bien sûr que je le connais. D'ailleurs, c'est pas loin d'ici.

Les soldats ne prêtaient aucune attention à ce village perdu, portant le nom khmer de Mac Can Dung. Leur alcool absorbé, ils payèrent leurs consommations et se trainèrent vers leur campement. Seul le caporal basané s'attardait encore. Ses yeux étaient devenus tout rouges. Accroupi sur le lit de camp au milieu de la gargoyle, il grimaca un sourire puis, d'un main malhabile essuya les gouttes d'alcool qui perlaient sur sa barbe hirsute.

— Encore un verre, cher Monsieur ?

L'homme prit son verre des deux mains et le présenta à Mme Ba Ou.

— Encore un, s'il vous plaît.
La femme remplit le verre.

(à suivre)

VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT! VIVE LA FRANCE SOCIALISTE !

Renverser la domination de la bourgeoisie pour instaurer la dictature du prolétariat et poursuivre la révolution jusqu'à l'établissement de la société sans classe, jusqu'au communisme, tel est le but final pour lesquels les communistes luttent consciemment dès aujourd'hui, tel est l'objectif qui est inscrit dans le mouvement historique même de la classe ouvrière. La dictature du prolétariat, le pouvoir des ouvriers et des paysans, en France, c'est une exigence vivante, présente dans les luttes, dans les aspirations révolutionnaires des ouvriers et des masses populaires de notre pays. La France socialiste, c'est l'affaire de notre génération.

La crise de la société française est une crise profonde qui l'a atteinte dans ses soubassements mêmes. Elle ne fait que commencer : seules ses premiers développements apparaissent au grand jour.

De fait, c'est toute une période historique qui s'achève : après la Libération, la bourgeoisie française, qui avait réussi à se maintenir au pouvoir, avait fait peu de chose et promettait tout un avenir.

ce que la bourgeoisie a fait faillite, que ses promesses

de prospérité pour tous, de hausse du niveau de vie, de promotion individuelle, d'égalisation des chances n'ont abouti qu'à une aggravation de l'exploitation, au développement de la misère moderne. Et qu'à présent la bourgeoisie n'est plus capable de tracer un projet d'avenir et ne sait promettre que le chômage, l'austérité et la répression.

de, elle se heurte au mouvement historique des peuples et pays du Tiers Monde contre l'impérialisme.

C'est là, pour la bourgeoisie française, un affaiblissement : elle peut de moins en moins être assurée sur des surprofits, sur des ressources d'un arrière qui lui permettaient notamment de consolider sa domination de classe en France même.

Après la libération, la bourgeoisie se faisait fort de garantir désormais l'indépendance nationale. De Gaulle prétendait même se donner les moyens de tenir à distance les USA comme l'Union Soviétique.

Mais aujourd'hui que les deux superpuissances rivalisent ouvertement pour la domination du monde, la bourgeoisie française se montre de plus en plus prête à céder à certaines exigences de la protection U.S. et résiste mal aux pressions du social-impérialisme soviétique.

Comment croire que la bourgeoisie française puisse à terme, garantir véritablement la paix et l'indépendance nationale ?

Cette contestation multiforme de la domination bourgeoise se fait jour dans tous les domaines : dans les multiples luttes contre les fermetures, les restructurations, c'est souvent l'organisation d'ensemble de la production en fonction du profit, le gaspillage et l'anarchie capitaliste qui se trouvent mis en question. Dans les luttes contre les cadences, pour la sécurité, comme à Liévin, à Merlebach, c'est toute l'organisation du travail selon les normes de rentabilité capitaliste qui est attaquée.

Aucune institution d'Etat ou para-étatique ne se trouve à l'abri : l'armée, où est apparu le mouvement des appelés, la police qui attaque chaque jour des milliers de grévistes,



la justice amenée, enfin, à inculper des patrons responsables d'accidents du travail, le système médical dans son ensemble, et

bien sûr tout l'appareil de l'enseignement, qui, depuis plusieurs années, est en situation de crise permanente.

La classe ouvrière, force dirigeante

Cette société a-t-elle un avenir ? Peut-on imaginer qu'elle dure toute une génération ? Peut-on croire encore qu'il suffirait de la réformer, de l'aménager ? Non.

En quelques années, des questions et des exigences politiques nouvelles ont mûri dans la classe ouvrière et les masses populaires de notre pays : «Quelle classe doit diriger la société, la bourgeoisie

ou la classe ouvrière ?» ; «Quelle issue à la crise ? Se résigner à subir son aggravation, ou à placer sans trop y croire ses espoirs dans les réformes que pourraient opérer un gouvernement de gauche ; ou bien préparer l'issue révolutionnaire, la destruction de l'ordre bourgeois périmé et pourri, construire une société nouvelle, radicalement différente, dirigée par la classe ouvrière ?»

C'est dans la vie, dans les luttes, que la classe ouvrière en France s'est affirmée comme la force sociale pas seulement la plus nombreuse, la plus résolue, mais surtout au fond, comme la seule capable d'aller jusqu'au bout pour le renversement de cette société, comme la seule capable, potentiellement de diriger la construction de la société nouvelle, socialiste. C'est vers elle que se tournent de plus en plus des petits paysans, des couches intermédiaires, la jeunesse populaire au fur et à mesure que la crise désagrège les bases de leur alliance avec la bourgeoisie ou dissipe leurs illusions.

L'obstacle du révisionnisme

Pour mettre en œuvre pleinement son rôle historique, dirigeant dans la transformation révolutionnaire de la société, la classe ouvrière rencontre

encore, en elle-même, de grands obstacles : c'est tout le poids du passé et de ses échecs (1936-1945), c'est tout le poids des divisions, des idées de soumission, d'impuissance, de manque de confiance dans ses propres forces que la bourgeoisie a trouvé le moyen de faire pénétrer des années durant.

Le Pcf, parce qu'il a un passé révolutionnaire, est l'instrument politique qui concentre le mieux ce défaitisme vis-à-vis de la bourgeoisie. En abandonnant lors de son dernier congrès le mot même de dictature du prolétariat, le Pcf a marqué un nouveau jalon significatif. Mais il y a longtemps, dès 1945 que sa dégénérescence en parti bourgeois est engagée : en prônant le «passage pacifique» au socialisme, la nécessité d'une étape intermédiaire avant le socialisme, en ne traçant pratiquement d'autre issue que les élections bourgeoises, prétendant soumettre, au nom de l'efficacité électorale, le mouvement de la classe ouvrière aux intérêts de couches petites bourgeoisies et bourgeoisies, le Pcf a systématiquement en propositions politiques, d'apparence anti-capitalistes, toutes les idées qui visent à paralyser l'énergie révolutionnaire du prolétariat, à obscurcir et saper sa confiance dans la possibilité de diriger la révolution jusqu'à l'abolition des classes, jusqu'au communisme.

Mais partout où de plus en plus souvent, sur le terrain de la lutte des classes, les ouvriers rompent d'une façon ou d'une autre avec l'emprise du révisionnisme, partout surgissent vivaces, neuves, l'exigence de diriger en tout, la préfiguration même de la société nouvelle à construire en France.

(à suivre)

Trente ans après

Au sortir de la guerre, le capitalisme a trouvé dans les tâches de reconstruction économique la possibilité d'un certain essor. De Gaulle a tenté de le prolonger, en utilisant une conjoncture internationale momentanément favorable.

Mais aujourd'hui que le monde capitaliste subit la crise économique la plus grave depuis la Guerre, que le gouvernement lui-même se déclare incapable avant longtemps de trouver un emploi aux un à deux millions de chômeurs, incapable de ralentir même le rythme de l'inflation, comment croire que la société que nous connaissons pourrait assurer l'avenir, l'expansion, la prospérité pour tous qu'elle promet depuis 30 ans ?

Au lendemain de la Guerre, la bourgeoisie impérialiste française comptait poursuivre l'exploitation de son empire colonial. Battue par le peuple d'Indochine, battue par le peuple algérien, elle parvient de plus en plus difficilement à maintenir une emprise néo-coloniale dans certains pays d'Afrique. Partout dans le monde,

Une faillite historique

Dans un monde en plein bouleversement, la bourgeoisie française reléguée au rang d'impérialisme secondaire entre ainsi dans une période historique où elle est contrainte de manœuvrer en recul, à réviser un choix, à hésiter, où elle ne peut plus être assurée, à terme de ses positions impérialistes. C'est une situation durable de faiblesse.

Ainsi affaiblie, elle doit affronter, en France même un essor et un approfondissement du mouvement de la classe ouvrière et des

masses populaires. L'explosion de Mai 68 avait éclairé les fissures du système de domination de la bourgeoisie mis en place au lendemain de la guerre. Depuis, elles se sont élargies considérablement.

Depuis lors, la lutte pour les salaires, l'amélioration des conditions de travail, contre le chômage est inséparable de la remise en cause du modèle de collaboration de classe prôné durant trois décennies et l'approfondit. Ce qui grandit dans la classe ouvrière, c'est la conscien-

